

performances

Emprunt
québécois
au Japon

LE GOUVERNEMENT QUÉBÉCOIS finalisera, le 12 mai prochain, avec un syndicat financier japonais, un emprunt de 30 milliards de yen (environ \$150 millions), a fait savoir à Tokyo le gérant du groupe, Nomura Securities Co. Les négociations sur les termes de cette émission d'obligations ont commencé hier. L'agence Dow Jones rapportait, jeudi dernier, que des milieux bancaires londoniens anticipaient une échéance de 12 ans sur ces titres et un intérêt de 6,4 pour cent. Selon ces sources, le titre sera vendu à 99,25 pour donner un rendement de 6,5 pour cent. Cette nouvelle émission sur le marché japonais des capitaux survient après un emprunt de 10 milliards de yen, en septembre dernier.

LE FINANCEMENT de la dette des gouvernements fédéral et provinciaux, des municipalités et des sociétés privées a atteint \$1,9 milliard en mars, une hausse de 73,6 pour cent par rapport à la même période l'an dernier. Selon des données compilées par Wood Gundy, les emprunts contractés au cours des trois premiers mois de 1978 s'élèvent à \$4,96 milliards, soit 3,5 pour cent de plus qu'au premier trimestre de 1977. Jusqu'à présent, ces emprunts ont été réalisés à l'extérieur du Canada dans une proportion de 48,6 pour cent comparativement à 39,6 pour cent, il y a un an.

LES VACANCIERS nord-américains, qui avaient l'habitude de se rendre en Europe, auront des surprises cette année. Les bas prix qui les attiraient, au cours des dernières années, ont grimpé en flèche depuis quelques mois par suite de la dévaluation des dollars canadien et américain. En Suisse, les voyageurs paieront 1,5 franc pour un café (près de \$1) et \$4, une bouteille de bière. Quant au vin local le moins cher, il leur coûtera 10 francs, soit environ \$6. Une livre de beurre, achetée dans une épicerie, vaudra \$5 et on pourra facilement payer de \$50 à \$100 pour une chemise. Quant aux chambres d'hôtel, elles coûteront \$45 à Genève. Les prix seront sensiblement les mêmes en Allemagne de l'Ouest.

Le vice-président du CONFÉRENCE BOARD AU CANADA, M. Lawrence Murphy, a déclaré hier que le Board n'avait pas modifié ses prévisions d'une croissance de 4,5 pour cent du produit national brut pour 1978 au Canada. Il a expliqué que certaines lacunes dans les statistiques fédérales et provinciales avaient incliné à croire que l'augmentation du Pnb ne serait que de 3,9 pour cent.

LES DÉTAILLANTS ont appris à leurs dépens qu'il n'est pas payant de se livrer une bataille des prix pour conquérir une plus grosse part du marché, a déclaré hier au congrès annuel du Conseil des détaillants du Canada, M. Pierre Lessard, président de la chaîne de magasins d'alimentation Provigo Inc. De l'avis de M. Lessard, la conquête du marché doit se faire graduellement avec des prix réalistes. «Ayant appris la leçon onéreuse que la guerre des prix n'apporte aux consommateurs que des profits éphémères, nous souhaitons que les détaillants cessent de penser en termes de volume. En fait, nous ne serions pas surpris que les magasins d'alimentation de l'est du Canada suivent l'exemple de leurs confrères de l'ouest qui calculent une plus grosse marge de profits bruts tout en se maintenant dans des limites acceptables.»

LE RYTHME DE L'INFLATION a continué à ralentir en février dans les pays industrialisés, indiquent les dernières statistiques financières mensuelles du Fonds monétaire international. Le taux moyen de la hausse des prix dans ces pays est tombé à 6,6 pour cent par rapport à l'année précédente, au lieu de 6,9 pour cent en janvier et de 7,1 pour cent en décembre. Le ralentissement a été dû surtout aux États-Unis, au Canada, à la Belgique et à la Grande-Bretagne.

Les marchands de meubles
dénoncent auprès d'Allmand les
ventes de faillite de Goldsmith

par Laurier CLOUTIER

«Les ventes de faillite des liquidateurs M. Goldsmith & Co. Limited peuvent annuler les effets bénéfiques de l'abolition de la taxe de vente» chez les marchands de meubles montréalais.

C'est ce qu'a déclaré le directeur général de la Corporation des marchands de meubles du Québec, M. Alain Leblanc, au cours d'une entrevue, après avoir dénoncé par écrit les agissements des liquidateurs montréalais Goldsmith au ministre fédéral de la Consommation et des Corporations, M. Warren Allmand, avec copie à Mme Lise Payette, ministre québécois de la Consommation, des Coopératives et des Institutions financières.

Il a ajouté que les marchands de meubles avaient réalisé l'an dernier \$350 millions de ventes au

Québec. L'abolition pendant un an de la taxe de vente de 8 pour cent contribuerait, selon certains, à une hausse de ce chiffre d'affaires de l'ordre de 10 à 15 pour cent, soit de \$35 à \$52,5 millions.

Goldsmith a organisé une vente de faillite avec des stocks de \$6,5 millions après la fermeture de Victoriaville Furniture. Si l'on ajoute la marge de profit de 50 pour cent dans ce secteur du commerce de détail, on dépasse les \$9 millions de ventes que les marchands ont perdu. Le problème se complique du fait que les ventes de faillite de Goldsmith se concentrent à Montréal et se multiplient: après celle de Victoriaville Furniture, celle de Dupuis Frères, qui portait en partie sur des meubles, vient de se terminer, il y a une dizaine de jours.

La Corporation des marchands

de meubles a commencé des démarches contre Goldsmith vers la fin de l'an dernier contestant en outre ses façons de procéder.

L'organisme soutient dans sa correspondance avec le ministre Allmand que les stocks offerts par Goldsmith après la faillite de Victoriaville Furniture ne provenaient pas tous de ce fabricant malgré la publicité qui affirmait le contraire.

Le ministre fédéral a répliqué un mois plus tard que le bureau régional de Montréal du ministère avait commencé l'étude de ce dossier.

Il y a quelques jours, M. Leblanc a eu des entretiens avec un enquêteur du ministère fédéral dans cette affaire.

«Les marchands ont noté une baisse considérable de leur chiffre d'affaires lors des ventes de Goldsmith», dit-il.

En plus de s'objecter à la publicité de Goldsmith, la Corporation des marchands de meubles voudrait, à long terme, élaborer un protocole type pour les futures ventes de faillite.

Selon ce protocole, les créanciers garantis négocieraient la vente des actifs du failli non pas avec des liquidateurs comme Goldsmith mais avec un consortium de marchands de meubles.

La Corporation doit présenter un mémoire sous peu au gouvernement fédéral de qui relève la loi de faillite.

M. André Boivin, gérant régional du ministère de la Consommation et des Corporations, a déclaré que «toute plainte faisait l'objet d'un examen» mais n'a pas voulu préciser si Ottawa enquêtait sur Goldsmith puisque «toute enquête doit être faite à huis clos».

Un industriel de Laval part
à la conquête du marché
nord-américain des balais de rue

par Laurier CLOUTIER

La Société Dumco Ltée, de Laval, vient de s'attaquer au marché nord-américain détenu par de puissants concurrents américains comme Wayne, Elgin et Vacu-Sweat, fabricants de «balais mécaniques», avec l'invention de son «balai aspirateur» Sunvac.

Au cours d'une entrevue et d'une conférence de presse à laquelle participait le ministre québécois de l'Industrie et du Commerce, M. Rodrigue Tremblay, le président de la compagnie lavalloise, M. Lucien Boutin, a déclaré qu'il avait déjà vendu sept balais aspirateurs, dont un à Cornwall, en Ontario. Douze autres commandes sont imminentes, sans parler de cinq additionnelles possibles de la part du ministère québécois des Travaux publics.

D'ici juin, le président prévoit, se basant sur une étude de marché, un carnet de commandes de 25 autres, dont une partie en provenance des États-Unis.

Le marché annuel de remplacement au Canada s'élève à 150 unités, chiffre qui peut atteindre 200 selon l'augmentation des besoins. Aux USA, il faut parler d'un marché annuel de 4,000 véhicules du genre.

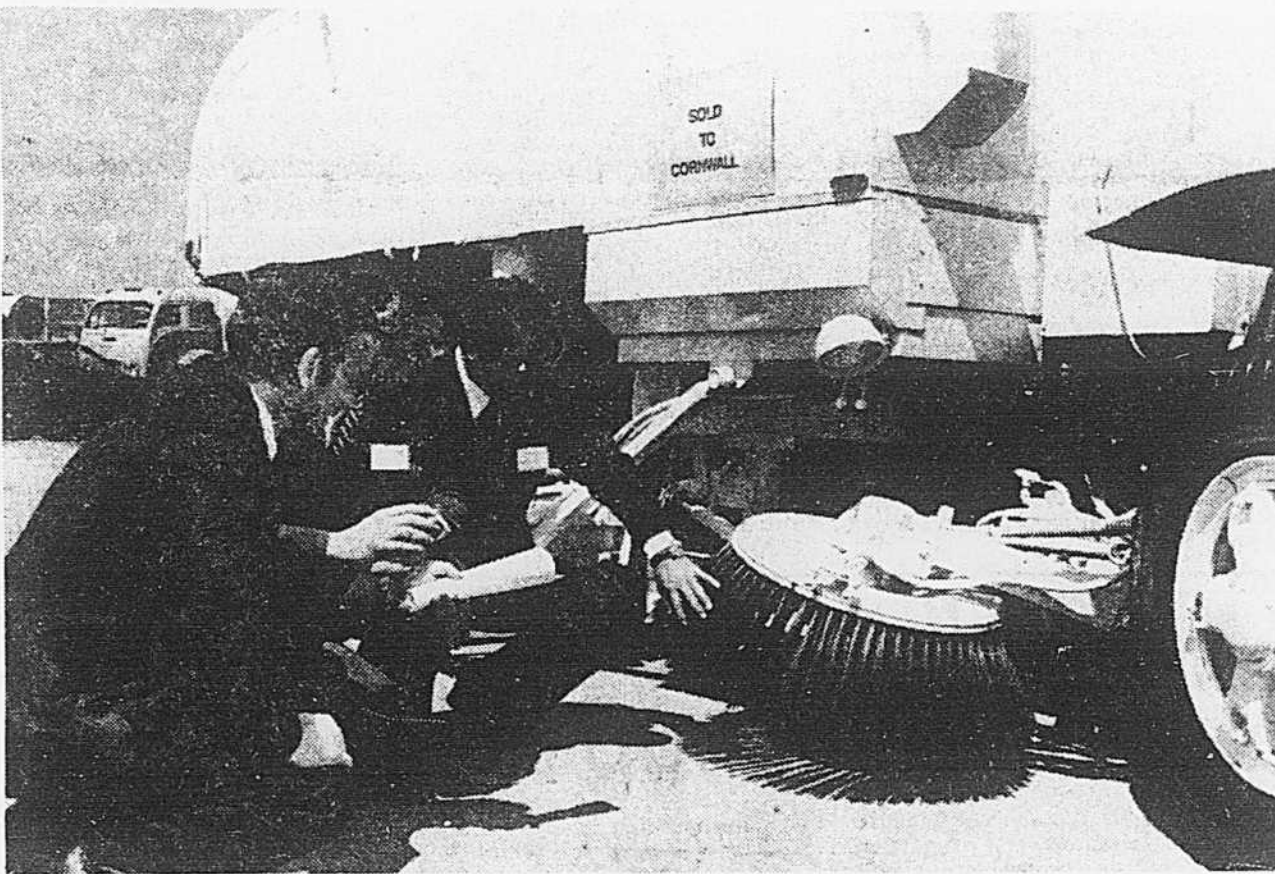
Avec une capacité de production de 50 par année, M. Boutin prévoit devoir investir \$500,000 d'ici deux ans pour agrandir son usine. La fabrication du balai Sunvac devrait représenter à ce moment de 30 à 35 pour cent des ventes et les exportations devraient s'élever à \$1,5 ou \$2 millions. «L'important, aujourd'hui, c'est de briser la glace et nos efforts se portent de ce côté: démonstration, etc.»

Les avantages du balai Sunvac sont nombreux, selon M. Boutin: l'entretien annuel du véhicule devrait coûter \$2,000 comparativement à \$10,000 pour les produits des concurrents; il aspire la poussière des rues au lieu de la «brasser», ne nécessite pas de main-d'œuvre spécialisée, etc.

Pouvant être muni de plusieurs pièces optionnelles, le balai de Dumco se vend environ \$50,000 (c'est le prix du modèle acheté par Cornwall) contre des prix de l'ordre de \$45,000 pour Wayne, \$60,000 pour Elgin et \$49,700 pour Vacu-Sweat. Le contenu canadien du produit lavallois s'élève à 85 pour cent; le contenu québécois à 63 pour cent. La différence provient essentiellement du camion International d'une valeur de \$15,000, fabriqué à Chatam, en Ontario.

M. Boutin explique que Dumco s'est fait connaître des municipalités depuis 15 ans «pour la qualité de ses produits, qu'il s'agisse de brosses, de pièces pour balais mécaniques ou encore de chasse-neige et d'épanduses à abrasifs.»

Il y a un an, le ministère fédéral de l'Industrie et du Commerce injectait \$350,000 chez Dumco pour la recherche et la mise au point d'un prototype de balai aspirateur. Puis le MIC québécois vient de consentir \$250,000 en vertu du programme d'aide aux PME



Le ministre québécois de l'Industrie et du Commerce, M. Rodrigue Tremblay, a assisté hier, chez Dumco, à la première sortie du balai aspirateur vendu récemment à la ville de Cornwall, en Ontario. Il reçoit les explications de l'industriel lavallois, M. Lucien Boutin, pendant que le maire de Laval, M. Lucien Palement, s'y montre très attentif.

innovatrices, ce qui a permis d'ajouter 15 emplois et porter le total à 55.

«Sous peu, nous devrions produire une cinquantaine de véhicules par année et créer ainsi de 40 à 50 nouveaux emplois», dit M. Boutin.

De son côté, le ministre Tremblay a dit espérer que le premier balai fabriqué au Québec et même au Canada remplace les produits américains achetés par les municipalités.

Il a ajouté qu'il était responsable du Bureau de la normalisation et de la politique d'achat du Québec et qu'à ce titre il verrait à modifier certaines normes établies pour les produits américains et qui bloquent actuellement cinq commandes de la part du ministère québécois des Travaux publics.

Le prêt de \$250,000 du Québec est remboursable sur sept ans mais ne comporte pas de paie-

ment d'intérêt pendant les deux premières années; il est accordé au taux préférentiel de 10 pour cent et peut être converti, pour la moitié, en une subvention si le projet se révèle non rentable.

L'acier du balai lavallois provient de Sidbec. Les brosses et les pièces de Dumco peuvent être adaptées sur d'autres véhicules.

Dumco a réalisé l'an dernier un chiffre d'affaires d'environ \$2 millions et compte l'augmenter de \$500,000 cette année, de \$1 million en 1979 et de \$1,5 million en 1980.

Le directeur de la région du Québec du ministère fédéral de l'Industrie et du Commerce, M. Paul A. Thériault, a déclaré que son organisme traite plus de projets à Montréal depuis un an que partout ailleurs au Canada. «Cela montre l'audace et le sens des affaires des entrepreneurs québécois».

Il n'en fallait pas plus pour que le ministre Tremblay lance une

flèche au ministre fédéral des Finances. «M. Jean Chrétien va dire partout que ça va mal au Québec et ses fonctionnaires prouvent le contraire. On a constaté une hausse de 18,4 pour cent de la fabrication au Québec et une baisse en Ontario. Il doit y avoir beaucoup d'incertitude en Ontario».

Dumco a commencé bien modestement ses activités il y a quinze ans. M. Boutin venait de quitter un emploi de gérant de territoire à la compagnie Case pour se lancer à son compte dans la vente de tracteurs. Comme il s'occupait notamment des balayuses mécaniques et éprouvait d'énormes difficultés à s'approvisionner en brosses aux USA, il décida de se lancer dans la fabrication de cette pièce du véhicule dans son sous-sol.

«Ma femme se chargeait de l'administration et de la comptabilité et moi de la fabrication et de la vente.»

GM toujours en tête

par la Presse canadienne

Durant quelques jours, on a pensé que le géant des manufacturiers d'automobiles s'était fait damer le pion.

Selon des statistiques publiées par R. L. Polk and Co. Ltd., la petite Honda prenait le pas sur la grosse Chevrolet, depuis longtemps populaire, dans la vente de nouvelles voitures au cours des deux premiers mois de 1978.

Mais l'expression-chef, c'est «Chevrolet ordinaire», dit M. Nick

Hall, des relations publiques de General Motors of Canada Ltd. Elles ne comprennent que trois modèles: Caprice, Impala et Bel Air.

«Nous sommes en tête, comme d'habitude, avec toute notre gamme de modèles GM.»

Polk, société de statistiques, disait que les enregistrements de Honda, fabriquées au Japon, étaient au nombre de 8,012 à la fin de février, ce qui représentait 5,79 pour cent du marché. Les Chevrolet

«ordinaires» étaient au nombre de 7,814, ou 5,65 pour cent du marché.

Les ventes de Honda ont augmenté de 58,9 pour cent par rapport à la même période de l'an dernier, tandis que les Chevrolet ordinaires ont baissé de 12,9 pour cent durant la même période.

Dans l'ensemble, GM a maintenu sa large avance sur le marché canadien avec 41,8 pour cent, suivie par Ford Motor avec 21,17 pour cent, Chrysler Canada avec 17,45 pour cent, American Motors Canada Ltd. a eu 2,18 pour cent.

Gel probable
des prix du
pétrole en
1978

TAIF, Arabie Saoudite (Reuter) — Les principaux membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) semblent avoir admis que les surplus pétroliers actuels interdisent toute augmentation des prix pour 1978. Ils auraient également accepté de conserver le dollar comme monnaie de référence.

Telles sont les conclusions essentielles que, selon des sources informées, il convient de tirer à l'issue du conseil ministériel tenu à Taif, en Arabie Saoudite, où il n'était pas prévu de prendre la moindre décision.

Toutefois, tous les participants ont mis l'accent sur le fait que les fluctuations du dollar affectaient les efforts d'industrialisation de leurs pays.

Les membres de l'OPEP sont divisés sur l'opportunité d'augmenter le prix du pétrole. Les uns, derrière l'Irak, la Libye et, dans une moindre mesure, l'Algérie, sont partisans d'une hausse régulière alors que l'Arabie Saoudite et l'Iran souhaitent, pour l'instant, une stabilité des prix en raison, disent-ils, du fait que la production actuelle dépasse largement la demande.

Selon des sources informées, le ministre saoudien, Cheik Ahmed Yamani, aurait même proposé le blocage des prix pour trois ou quatre ans.

La mise sur pied d'un comité (formé de l'Arabie Saoudite, l'Iran, l'Irak, le Venezuela, l'Algérie et le Koweït) chargé d'élaborer la future stratégie de l'Organisation, paraît avoir coupé l'herbe sous le pied des opposants les plus durs à sa politique préconisée par l'Arabie Saoudite.

Toutefois, le cheik Yamani a estimé que le comité mettrait au moins un an pour établir ses recommandations.

Seule l'Irak semble avoir insisté pour que l'on abandonne le dollar comme référence. Mais l'Algérie et la Libye se sont jointes à elle pour dénoncer l'érosion de la monnaie américaine qui aurait fait diminuer leurs revenus d'environ 14,5 pour cent depuis janvier 1977.

Les tenants d'une «ligne dure» ont demandé que des mesures soient prises afin d'éliminer toute surproduction qui provoque une dépréciation du pétrole. Ils ont proposé un contingentement pour chaque pays, ce que l'Arabie Saoudite a refusé.

Le ministre saoudien a estimé peu probable qu'une hausse du brut soit décidée lors de la prochaine conférence semestrielle de l'OPEP qui se tiendra à Genève le 17 juin prochain.

La taxe d'accise
sur les avions
serait levée

OTTAWA (PC) — Le ministre des Finances, M. Jean Chrétien, a déclaré hier qu'il était disposé à enlever la taxe d'accise de 10 pour cent actuellement imposée sur tous les avions vendus pour utilisation privée au Canada.

Devant les Communes, le ministre n'a fait aucun effort pour rejeter les accusations du député conservateur Elmer Mackay selon lesquelles la taxe instaurée il y a quatre ans semblait «mal conçue et discriminatoire».

Le ministre s'est contenté de rétorquer qu'il avait reçu plusieurs plaintes et qu'il étudiait la question.

Cette déclaration a été accueillie avec plaisir par l'association représentant les 15,000 pilotes privés du pays.

Porte-parole de la Canadian Owners and Pilots Association, M. William Pepler a déclaré qu'il s'agissait là de la première leur d'espoir depuis le début de la campagne contre cette taxe entreprise il y a quatre ans par l'organisme.

En septembre 1974, l'ancien ministre des Finances, M. John Turner, avait provoqué la colère des pilotes privés lorsqu'il avait imposé cette taxe à titre de mesure de conservation de l'énergie.

Cette mesure visait à décourager les hommes d'affaires à utiliser des avions privés pour se déplacer à travers le pays, alors que plusieurs sièges restaient inoccupés à bord des vols réguliers.

Le mois dernier, l'Association des propriétaires d'avions et des pilotes a décidé de contester cette taxe devant les tribunaux et de poursuivre le gouvernement en dommages et intérêts.

La vente du vin chez les épiciers soulève l'inquiétude des brasseurs

par Michel ROESLER

La consommation de lait pourrait diminuer de deux millions de gallons par an, des épiciers indépendants risquent de fermer, l'alcoolisme menacerait la population, si le vin est vendu par les épiciers indépendants.

Telles sont du moins une partie des conclusions des brasseurs du Québec, que l'on retrouve dans le mémoire qu'ils présentent aujourd'hui en commission parlementaire.

Les brasseurs émettent des doutes sur l'a-propos du projet de loi 21 qui autoriserait les épiciers indépendants à vendre certaines catégories de vins.

Ils estiment, et le soulignent dans leur mémoire, que les études, qui ont décidé le ministère québécois de l'Industrie et du Commerce à proposer un tel projet de loi, reposent sur les recommandations du rapport du juge Chénier. Or, ce rapport est vieux de quelque dix ans.

Réaction prévisible

À la Société des alcools du Québec, on considère que cette réaction des brasseurs était prévisible. Elle surprend cependant par l'importance de la recherche des arguments.

En effet, en plus des craintes mentionnées plus haut, les brasseurs pensent que l'application du projet de loi 21 pourrait entraîner:

- une diminution des ventes de cidre québécois de 400,000 gallons;
- une diminution de 2 millions de gallons des ventes de bière au Québec;
- une hausse de 2.5 millions de ventes de vins québécois;
- une hausse de 2.5 millions de gallons des ventes de vins importés et embouteillés par la SAQ;
- une consommation additionnelle de 180,000 gallons d'alcool par an au Québec;
- un effet négatif sur la balance commerciale du Québec.

Les brasseurs croient, à l'aide d'exemples choisis aux États-Unis, que cette libération de la vente du vin va considérablement augmenter sa consommation.

Cette opinion est partagée par la Société des alcools du Québec qui n'accorde cependant aucune crédibilité à l'opinion des brasseurs lorsqu'ils estiment que cette consommation accrue pourrait provoquer une augmentation de l'alcoolisme.

Dans un rapport, également divulgué aujourd'hui à la commis-

sion parlementaire, la SAQ montre que les Québécois sont les plus sobres des Canadiens pour les spiritueux, avec 2.1 litres per capita annuellement, comparativement à la moyenne canadienne qui est de 3.1 litres.

En revanche, c'est le Québec qui détient le record de la consommation de bière, avec 91.8 litres de bière par tête et par an, contre 85.5 litres dans le reste du Canada.

Le déblocage du vin chez les épiciers indépendants va faire monter ce chiffre.

«Mais, dit-on à la SAQ, nous avons une marge importante, si on compare à beaucoup de pays européens.»

La consommation de bière diminue

Dans la consommation du vin, les Québécois sont en dessous de la moyenne canadienne avec 5.5 litres par tête par rapport à 5.7 litres annuellement pour l'ensemble du Canada.

Il faut souligner que dans le sud de l'Europe, le vin, à quantité égale, est meilleur marché que le Pepsi Cola ou le Seven Up.

La consommation de bière très élevée au Québec est stagnante

depuis plusieurs années et les derniers chiffres montrent une baisse de quelque 400,000 gallons.

En 1976, la consommation de bière au Québec était de 131,371,082 gallons. En 1977, elle descendait à 130,985,796 gallons.

Les causes de cette baisse sont multiples: chômage, évolution du goût chez les consommateurs (les brasseries voudraient être autorisées à vendre du vin), etc.

Il faut ajouter, comme le constate un grossiste en alimentation, que le marché de la bière étant saturé au Québec, la moindre concurrence en réduit la vente. Le cidre léger, les boissons gazeuses et, bien entendu, le vin sont une menace permanente. Ce n'est pas pour rien qu'apparaissent des publicités montrant des dîneurs buvant de la bière pendant leur repas.

Jusqu'à présent, la consommation de bière, en terme de publicité, était habituellement synonyme de vie en plein air ou de réunions entre amis.

Le vin dans les épiceries ouvre une brèche dans un marché que les brasseurs contrôlent depuis des siècles.

Les producteurs de vins du Québec veulent être entendus

par Michel ROESLER

Les producteurs de vins québécois demandent à être entendus à la Commission parlementaire qui discute du projet de loi sur la vente des vins en épicerie.

Regroupés à l'intérieur d'une association dénommée Soprovins, les 9 producteurs de vins québécois ont déclaré hier à LA PRESSE qu'ils désiraient une extension de cette commission parlementaire pour faire valoir leurs droits et faire entendre leur point de vue.

Paradoxalement ces producteurs (André, Gélou, Secrestat, Brights, Lasalle, Chantecler, Vignobles du Québec, Gulac et Claude Lussier) qui ont servi de prétexte à la demande par l'Association des épiciers en gros de la libéralisation du commerce des vins, ainsi qu'un ministre québécois de l'Industrie et du Commerce, lui-même, les écoute.

Ils sont opposés à ce que la Société des Alcools, grâce à cette nouvelle loi, détienne tous les pouvoirs.

«Si, disent-ils, pour une raison ou une autre, la SAQ décide de retirer un ou plusieurs de nos vins de la vente, c'est très grave pour nous, d'autant plus que nos investissements sont élevés et que, à part un ou deux producteurs, ensemble nous accusons déjà un déficit de \$1.5 million.»

Les producteurs québécois reprochent à la SAQ de promouvoir

Tremblay, qui les renvoie chaque fois auprès de la SAQ.

Réunis hier soir à Montréal, dans le cabinet de l'avocat Me Pierre-L. Lapointe, les producteurs de vins québécois réclament du législateur que l'on amende, avant sa troisième lecture, le projet de loi 21 pour qu'y soient expressément mentionnés les vins québécois.

Ils veulent aussi que quelqu'un, la Société des Alcools du Québec, la Commission parlementaire ou le ministre de l'Industrie et du Commerce, lui-même, les écoute.

Ils sont opposés à ce que la Société des Alcools, grâce à cette nouvelle loi, détienne tous les pouvoirs.

«Si, disent-ils, pour une raison ou une autre, la SAQ décide de retirer un ou plusieurs de nos vins de la vente, c'est très grave pour nous, d'autant plus que nos investissements sont élevés et que, à part un ou deux producteurs, ensemble nous accusons déjà un déficit de \$1.5 million.»

Les producteurs québécois reprochent à la SAQ de promouvoir

Mais s'il est vrai que la vente du vin en épicerie favorisera la demande pour des vins importés au détriment des produits québécois, ce qui vient en contradiction avec des politiques d'expansion du secteur agro-alimentaire québécois; s'il est vrai que la consommation de vin grimpe de 10.9 pour cent par an, d'autres affirmations sont plus hypothétiques.

Les lobbies ne croient pas sérieusement que la vente de vin en épicerie va faire baisser celle du lait «parce que des adolescents abandonneraient plus rapidement la consommation du lait pour celle du vin». La différence de prix est bien trop grande entre les deux produits.

Quant aux risques de voir le taux d'alcoolisme grimper à cause de cette libéralisation de la vente du vin, la SAQ a préparé toute une étude sur cette question, malheureusement pas encore publique, mais dont les conclusions sont loin d'être aussi alarmistes.

Dans cette bataille entreprise par les brasseurs, l'opinion publique a son mot à dire et de leur propre aveu, elle est favorable aux décisions gouvernementales.

ses vins embouteillés, qui représentent 35 pour cent du volume total des vins vendus au Québec et de leur imposer ses décisions, sans possibilité de recours.

Pour eux, la SAQ est à la fois juge et partie. «Elle peut, disent-ils, employer des taux de majoration bénéfiques pour ses produits et pas pour les nôtres.»

«Elle avantage ses produits dans ses magasins. Elle paie moins de taxe que nous. Elle bénéficie d'escomptes par ses achats massifs.»

Bref, elle se livre à une concurrence déloyale qui envoie les producteurs québécois à «une mort certaine».

Idealement, disent-ils, on souhaiterait que la SAQ se retire du secteur de la fabrication et ne demeure qu'un organisme de distribution.

Au cas où cette proposition n'est pas retenue comme acceptable, ils demandent la création d'une autre société d'Etat qui fabriquerait du vin et le vendrait à la SAQ. Enfin, en cas de refus, les producteurs de vins québécois demandent à être expropriés.

Landry promet d'alléger le fardeau fiscal des cadres

par Jean POULAIN

Conscient que le fossé ne cesse de s'élargir entre le régime dont jouissent les dirigeants et cadres d'entreprises en Ontario et celui de leurs homologues québécois, le ministre d'Etat au Développement économique entend intervenir.

M. Bernard Landry a en effet déclaré hier à LA PRESSE qu'il est «disposé à étudier en profondeur toute la question des avantages comparatifs des sièges sociaux...» pour voir comment améliorer la situation concurrentielle de ceux qui sont situés au Québec ou envisagent de s'y installer.

C'est pourquoi le ministre a souligné, hier, combien l'initiative du Comité Beaulieu, dit Comité sur les sièges sociaux, lui plaît et qu'il compte le rencontrer d'ici une dizaine de jours.

Le ministre reste cependant fermement décidé à ne rien proposer au point de vue fiscal, à la suite du budget Parizeau du mois dernier.

Pour Bernard Landry, le fardeau fiscal des petits salariés était déjà trop lourd et la priorité consistait donc à l'alléger: «Comme il s'agit de vases communicants, il n'était pas possible de faire autre chose que d'augmenter les plus gros revenus.»

Cette déclaration du ministre au Développement économique n'amènera donc qu'un faible réconfort aux dirigeants et cadres du Québec qui se sentent de plus en plus pénalisés par rapport à ceux de l'Ontario et qui n'ont pas tardé à manifester leur mécontentement au lendemain du budget Parizeau.

Selon Jean-Pierre Delisle, comptable agréé et associé de la firme Clarkson, Gordon & Cie, de Montréal, le cadre québécois est pour la première fois le plus taxé au Canada.

L'expert en fiscalité explique en effet, chiffres en main, qu'en 1977 l'on pouvait trouver encore deux provinces plus défavorisées encore que le Québec, soit la Saskatchewan et le Manitoba dont l'impôt était légèrement supérieur au niveau des \$34,000 (impôts de \$13,780 et \$13,861 au lieu de \$13,609).

Les têtes dirigeantes d'importantes entreprises installées à Montréal comme Bell Canada, Consolidated Bathurst, DuPont, Canadair et d'autres n'ont pas tardé à protester au lendemain du budget Parizeau contre le sort qui est réservé à leurs cadres.

Hier, c'était au tour du Conseil du patronat du Québec d'adresser ses doléances à Québec pour souligner que le budget Parizeau «aggrave sérieusement l'important écart qui existait déjà entre les impôts payés par les cadres et les professionnels québécois et leurs collègues ontariens notamment». Il demande au gouvernement de réviser son orientation à ce sujet et de prendre sans tarder des mesures pour répartir plus équitablement les diminutions d'impôts annoncées.

Selon Jean-Pierre Delisle, un salaire de \$96,171 donnait lieu en Ontario à un prélèvement fiscal total de \$44,253 en 1977 et de \$43,408 en 1978 (en baisse grâce à l'indexation fédérale).

Au Québec, les ponctions des deux niveaux de taxation passaient de \$48,000 (environ) en 1977 à \$50,234 cette année.

Le principal grief vient en effet du fait que le Québec n'indexe pas ses impôts qui montent ainsi avec l'inflation même si le pouvoir d'achat n'est pas directement en cause.

Il en résulte, comme on vient de le voir, qu'en Ontario l'impôt peut baisser alors qu'il monte au Québec.

Le ministre Landry reconnaît que le problème en est un à long

terme mais souligne également que son gouvernement en a hérité de ses prédécesseurs.

Il s'agit donc moins de dire que les dirigeants d'entreprises du Québec sont défavorisés plutôt que de mettre en relief les avantages que peuvent offrir les firmes ontariennes.

Nombreuses sont les doléances relevées par des cadres amers quand ils dressent un parallèle avec l'Ontario.

Non seulement la non-indexation pénalise-t-elle le Québec seul et aucune autre province mais les paliers d'impôt du budget Parizeau augmentent au lieu de diminuer, au-dessus de \$30,000 pour une personne mariée et de \$22,000 pour un célibataire.

Le problème n'est donc pas de nier les grands principes voulant que les plus riches doivent accroître leur quote-part quand il y a un fardeau trop lourd chez les petits mais de bien réaliser et peser l'ampleur des conséquences.

Que sont en effet ces quelques milliers de cadres supérieurs par rapport aux centaines de milliers de travailleurs?

Ils représentent beaucoup plus que ne le pensent la plupart des couches de la population sur qui leur influence est majeure à long terme: ils sont ceux qui décident de la création d'emplois, des investissements, des mises à pied et d'une façon générale de l'emploi de centaines de millions de dollars, au Québec ou ailleurs.

Une poignée de conseils d'administration de sociétés d'envergure nationale ou mondiale peut ainsi prendre des décisions couvrant des centaines de milliers de foyers québécois.

De plus, des entreprises du type Canadair, par exemple, sont obligées d'attirer au Québec des techniciens qui ne sont pas disponibles sur place: il faut donc leur offrir des conditions identiques à ce qu'on leur propose ailleurs sinon on risque de provoquer un exode des cerveaux.

C'est ainsi que selon M. Delisle, un salaire brut de \$31,342 en Ontario équivaut à \$33,617 au Québec pour une paie nette égale.

Lorsque la rémunération est plus élevée, la marge s'accroît rapidement: impôt québécois de \$50,234 pour \$43,408 en Ontario, soit une différence, aux frais de l'employeur, de \$6,806, pour le salaire de \$96,171 indiqué plus haut.

Cette aggravation de la situation fiscale des dirigeants des firmes installées au Québec est d'autant plus mal ressentie que le gouvernement péquiste avait déjà par deux fois irrité certains tant par sa législation sur la langue que pour sa préférence avouée aux petites et moyennes entreprises.

Ces mesures se sont encore accrues par la législation concernant les dividendes qui coûtent \$15 de plus en impôt par \$100 reçus, que dans la province voisine. Or, les dirigeants d'entreprises sont parmi ceux qui sont les plus susceptibles de s'intéresser aux actions en Bourse, en plus d'en avoir les moyens financiers.

Le crédit d'impôt introduit par le budget Parizeau le mois dernier couvrant les taxes foncières est considéré aussi comme une vexation de plus, puisqu'il ne couvre que les revenus inférieurs à \$20,000 par ménage.

Le pire est qu'en payant plus d'impôts les Québécois ne reçoivent pas de meilleurs services que dans les autres provinces, même s'ils doivent s'astreindre à faire deux déclarations et attaquer deux législations fiscales qui divergent de plus en plus chaque année.

La Hutte à Pizza.

par Jean-Guy DUGUAY

Le Québec pourrait bien être témoin d'ici quelques années d'une autre «révolution gastronomique» de type Mc Donald et d'un groupe d'hommes d'affaires de Laval faire fortune. Il faudrait seulement que les Québécois se prennent d'engouement aussi rapidement pour les «délices culinaires» de la nouvelle chaîne de restaurants La Hutte à Pizza qu'ils ont succombé sans trop de résistance aux charmes des Big Macs de Ronald McDonald.

Le marché est plein de promesses et l'exemple de la maison-mère permet tous les espoirs.

Les Canadiens ont dépensé plus de \$5 milliards dans les restaurants, l'an dernier, selon une étude faite pour le compte du magazine spécialisé Foodservice and Hospitality de Toronto, plus du tiers du budget consacré à l'alimentation d'une famille

Nouvelle offensive de la restauration rapide au Québec

canadienne typique est dépensé au restaurant et cette proportion s'accroît de 22 pour cent annuellement.

Le marché québécois semble encore plus prometteur. «La progression de ce que les spécialistes appellent la néo-restauration, bien que commencée en retard au Québec, est actuellement très forte et la croissance annuelle du nombre de restaurants de ce type et de celle de leurs ventes font du Québec un des marchés les plus dynamiques au monde», selon un document de travail déposé par le Secrétariat des conférences socio-économiques à la conférence sur l'agro-alimentaire tenue à Québec au début d'avril dernier.

C'est donc l'oeil rivé sur le géant de l'industrie et l'espoir ferme de répéter au Québec les exploits de l'entreprise-mère américaine qui possède, en tout ou en partie, ou qui contrôle par le biais de son réseau de concessionnaires, plus de 3,200 restaurants que ces hommes d'affaires s'appêtent à investir quelque

\$20 millions dans une soixantaine de restaurants au cours des six prochaines années.

«Nous avons ouvert le premier restaurant de la chaîne en mars dernier et le deuxième vient d'accueillir ses premiers clients, explique M. Jacques Champagne, porte-parole du groupe de financiers lavallois.» La Hutte à

Profil de marché

Pizza, version française des fameux Pizza Huts américains, n'aura que cette pauvre traduction de saveur et de culture francophones. Tout le reste, comme chez McDonald et l'autre géant Kentucky, d'ailleurs, sera copie conforme de la formule à succès américaine: l'architecture facilement reconnaissable, les murs de briques et le toit rouge écarlate. Les recettes culinaires de la maison-mère, pour lesquelles on doit payer rubis sur l'ongle un pourcentage de son chiffre d'affaires, ne doivent pas, il va sans

dire, varier d'un iota. On tient à l'uniformisation... des deux côtés de la frontière.

L'uniformisation a d'ailleurs fait ses preuves. La fondation mise sur pied par le fondateur d'une autre grande chaîne de restaurants, les fameux poulets à la Kentucky du Colonel, distribue plus de \$1 million par année à diverses oeuvres de charité. Ce million est amassé à raison de cinq cents par poulet vendu selon l'entente conclue entre le colonel et M. Ted Gogoff président de l'entreprise concessionnaire canadienne en 1958.

Les Pizza Huts américaines ont comparativement tout aussi bien fait. Partie de rien en 1959, l'entreprise a réalisé un chiffre d'affaires de \$245 millions et déclaré des profits de \$15 millions en 1976. Aux chapitres de retour sur l'investissement, de la croissance des ventes, des gains par action, elle concurrence avantageusement McDonald, selon le magazine Forbes de janvier 1977.

La SEE s'appête à prêter plus de \$400 millions

d'après Dow Jones et PC

La Société pour l'expansion des exportations (SEE), une société de la Couronne, s'attend à conclure bientôt un prêt de plus de \$400 millions avec l'étranger afin d'aider au financement d'exportation de biens et de services canadiens.

Les porte-parole de la SEE se sont refusés à identifier les intérêts étrangers impliqués dans cette transaction et la nature du contrat. Ils ont cependant souligné que le contrat d'exportation fait partie d'une transaction qui dépassera de beaucoup \$400 millions.

Le prêt envisagé représenterait plus du tiers des prêts à l'exportation consentis par la société durant l'exercice 1977 et qui ont atteint \$1.09 milliard.

La Société a augmenté de 30 pour cent son assistance financière aux exportateurs canadiens en 1977, le montant total atteignant \$2.6 milliards.

Le rapport annuel de cette société d'Etat, publié hier, fait mention d'un profit net de \$18.7 millions. Elle a fourni 200,000 ans-hommes d'emplois l'an dernier.

La SEE a été constituée en 1969 pour promouvoir le commerce des

exportations en fournissant de l'assurance, des garanties, des prêts et d'autres contributions financières aux entreprises qui vendent des produits canadiens à l'étranger.

Les dirigeants de la SEE défient actuellement devant le comité parlementaire des finances pour répondre aux questions des députés concernant des mesures législatives destinées à porter les fonds d'opérations de \$8.85 milliards à \$26 milliards.

Certains députés de l'Opposition ont reproché à cette société de fournir son concours financier à

des ventes à l'Indonésie et aux Philippines. Ils ont fait remarquer que la SEE exportait des emplois du Canada en aidant de grandes entreprises à lancer à l'étranger des affaires qui font concurrence aux entreprises canadiennes.

Pour sa part, la SEE soutient que son activité consiste à promouvoir les exportations indépendamment de toute considération d'ordre politique.

L'an dernier, la société a négocié des prêts et des garanties de \$1.09 milliard à l'exportation à même ses propres fonds. En tout,

43 ententes ont été conclues avec 23 pays. Trois prêts d'un montant total de \$95 millions ont été négociés au nom du gouvernement fédéral.

L'assurance-crédit à l'exportation fournie aux entreprises canadiennes en vue de les protéger contre les risques de non-paiement de la part des acheteurs étrangers, a atteint un chiffre record l'an dernier en soutenant \$1.3 milliard de ventes à l'étranger.

Les garanties d'investissement à l'étranger se sont élevées à \$68 millions en 1977.

à lire

- BABSON'S REPORTS (Toronto)
- Le placement, 6 mai 1978.
- BURNS FRY (Montréal)
- Commentaire économique, 4 mai 1978.
- FINANCIAL COUNSEL (Montréal)
- La valeur des exportations pour janvier, 5 mai 1978.
- Le prix du plomb américain, 8 mai 1978.
- McLEOD, YOUNG, WEIR (Toronto)
- La marche monétaire et les obligations, 5 mai 1978.
- NESBITT THOMSON (Montréal)
- Cominco Limited, 1er mai 1978.
- Leons Furniture, 4 mai 1978.
- NOTE
- Des études sont publiées en anglais, sauf indication contraire; elles sont gratuites pour les clients des maisons de courtage.

BIGELOW-CANADA LIMITED



Carl D. Sanford

M. George R. Enns, président de Bigelow-Canada Limited, est heureux d'annoncer la nomination de M. Carl D. Sanford au poste de vice-président, secteur manufacturier, de Bigelow-Canada Limited.

M. Sanford est diplômé de la Mississippi State University. Il a rejoint Bigelow-Canada Inc. en 1964, où il a occupé de nombreux postes importants du secteur manufacturier. Avant sa nomination, M. Sanford était directeur d'usine à Summerville, Géorgie.

Dorénavant, M. Sanford sera chargé de toutes les opérations manufacturières de la compagnie, à l'usine de Sainte-Agathe-Montée. Bigelow-Canada Limited est un important fabricant canadien de tapis de qualité, et une filiale de Bigelow-Sanford Inc.

les bestiaux

(PC) — Une activité modérée régnait au marché de Montréal, lundi, où les arrivages comprenaient 404 bovins et 710 veaux.

Les prix des vaches et des taureaux étaient à peine stables au regard de ceux de la semaine dernière. Les veaux de toutes catégories étaient fermes, compte tenu de la qualité. L'insuffisance des ventes de bovillons et de génisses n'a pas permis d'établir une cotation ni une tendance.

Lundi, les prix s'établissaient ainsi:

Vaches: D1, D2: \$42.50-44.50; D3: \$39.25-42; D5: \$33-39.

Taureaux: \$40.25-49.25.

Veaux: animaux de choix: \$71-80, certaines ventes atteignant \$85; bons animaux: \$62-69; moyens: \$54-60; ordinaires: \$45-52.

Veaux légers de substitution: \$63-78, le plateau atteignant \$88. Aucune vente de mouton ni d'agneau, lundi.

Prix moyen du porc ontarien la semaine dernière: \$69.61.

GRENIER, RUEL & CIE INC.



JEAN GAGNON

M. J. Paul Massé, président, a le plaisir d'annoncer la nomination de M. Jean Gagnon au poste de vice-président et administrateur de la compagnie.

La compétence de M. Gagnon en vente, acquisition et financement d'entreprises et en investissements immobiliers, s'ajoutera à celle de l'équipe en place.

Grenier, Ruel & Cie Inc. est membre de l'Association Canadienne des Courtiers en Valeurs Mobilières et de la Bourse de Montréal.

LES SUPERMARCHES DOMINION LIMITEE

A. Bruce Matthews
C.B.E., D.S.O.

Le Conseil d'administration des Supermarchés Dominion Limitée est heureux de vous annoncer l'élection de M. A. Bruce Matthews au poste de président du Conseil d'administration et président du Conseil de direction. M. Matthews est un administrateur de la Compagnie depuis 1954. Il a été récemment élu président et chef de la direction d'Argus Corporation Limited.

Wood Gundy révisé à la baisse ses prévisions économiques

Malgré l'attention plus soutenue que les gouvernements accordent aux problèmes économiques depuis quelques mois, le courtier torontois Wood Gundy vient de revoir à la baisse ses prévisions économiques.

«En dépit du dernier budget fédéral qui se proposait de stimuler l'économie, nous avons abaissé nos prévisions de croissance du PNB (produit national brut) réel pour les deux prochaines années. Nous prévoyons maintenant que la croissance réelle de cette année sera inférieure au taux de 4 pour cent que nous avions prévu en janvier et nous comptons tout au plus un taux de croissance de 3.2 en 1979.»

Quant au chômage, il pourrait connaître une aggravation et atteindre 9 pour cent. Wood Gundy estime par contre que la croissance modeste à l'intérieur du pays, combinée à la faiblesse du dollar canadien, se traduira par une amélioration de la balance commerciale des marchandises.

Prix à la consommation

«Pour nos prévisions d'avril, nous supposons que les réductions de taxes de vente seront prolongées jusqu'à la fin de 1980. Cependant, en dépit d'un impact initial favorable sur les prix, une perspective plus pessimiste des prix des denrées alimentaires nous a amenés à relever nos estimations du taux

fruits/légumes

(PC) — Prix payés au marché Central métropolitain tels que fournis par le ministère de l'Agriculture du Québec.

FRUITS
Pommes: McIntosh, \$7.50 à \$8.00; grosse \$8.50 à \$9.00; Cortland, \$5.00 à \$6.00; grosses \$7.00 à \$7.50.

LEGUMES
Bettaraves: \$1.75 à \$2.00 pour 25 lb; \$3.00 à \$3.50 pour 50 lb; \$5.00 à \$5.75 pour 12 celloles de 2 lb.

Carottes: petites, \$3.50 à \$4.00 le 25 lb; grosses, \$4.50 le 50 lb. Laitue frisée: \$8.50 à \$9.00 pour 24.

Oignons: jaunes moyens \$2.75 à \$3.00 pour 50 lb; gros \$3.25 à \$3.50 pour 50 lb; \$4.00 à \$4.50 pour 24 celloles de 2 lb ou 10 celloles de 5 lb; jaunes à bouillir, \$0.50 à \$0.55 pour 10 lb.

Panais: \$7.50 à \$8.00 pour 12 celloles de 2 lb. Poireaux: \$1.50 à \$2.00 pour 12 paquets de 12.

Rutabaga jacketed: \$2.50 à \$3.00 le 5 lb; gros, \$1.00 à \$1.25 le 50 lb.

Pommes de terre: \$1.50 à \$1.75 le 50 lb; \$0.75 à \$0.80 le 20 lb; \$0.40 à \$0.45 le 10 lb. Arrivages: 3,843 sacs de 50 ou de 20 lb. Lavées blanches, \$4.00 pour 50 lb; \$4.00 à \$4.50 pour 10 sacs de 5 lb. Arrivages: 189 sacs.

SIROP D'ÉRABLE
Sirop d'érable: \$14.00 à \$16.00 le gallon ou \$17. à \$20. pour huit contenants de 26 onces AVDP. Arrivages: 68 gallons.

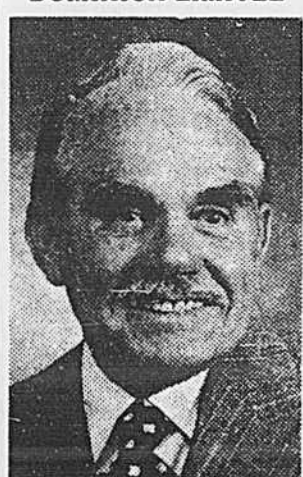
FLEURS
Fleurs: \$1.50 à \$1.75 la boîte. Arrivages: 1,075 boîtes.

DOMINION BRIDGE COMPANY, LIMITED

DIVIDENDE No 264
AVIS EST PAR LES PRÉSENTES DONNÉ qu'un dividende de VINGT-SIX CENTS (26¢) par action sur les actions en circulation sans valeur au pair, de cette compagnie, a été déclaré pour le trimestre se terminant le 30 juin 1978, PAYABLE LE 30 juin 1978, aux actionnaires inscrits à la fermeture des bureaux le 2 juin 1978.

Par ordre du Conseil
Le secrétaire
R.A.C. HENRY
MONTRÉAL,
QUÉBEC
le 27 avril 1978

LES SUPERMARCHES DOMINION LIMITEE



Dixon S. Chant

Nous sommes heureux de vous annoncer la nomination de M. Dixon S. Chant au Conseil d'administration de la Compagnie. M. Chant est président du Conseil d'administration et président de Duplate Canada Limited, administrateur d'Argus Corporation ainsi que de certaines grandes entreprises canadiennes.

d'inflation (mesuré d'après l'IPC) à 7.7 pour cent, 7.3 et 6.8 pour 1978, 1979 et 1980 respectivement.

L'auteur de l'étude de Wood Gundy, D. Jones, soutient que l'effet de la réduction de la taxe de vente sur l'indice des prix à la consommation sera de courte durée puisqu'il se fait sentir presque entièrement en avril 1978 et se traduit par un taux annuel d'augmentation trompeur de 4.5 pour cent seulement au second trimestre. Au cours des troisième et quatrième trimestres de cette année, nous nous attendons à un rebondissement des taux de 7.1 et à 8.3 pour cent respectivement. Bref, bien que le taux d'augmentation moyen pour l'année doit être d'environ 0.7 pour cent en dessous de ce qu'il aurait été, le taux de changement effectif à partir du mois qui suivra les réductions fiscales ne sera pas affecté.

Dépenses en biens de consommation
La faiblesse des dépenses en biens de consommation (2.8 pour cent en 1977) a eu un effet néfaste sur la croissance économique et la situation ne s'améliorera pas de façon sensible au cours des prochaines années.

Wood Gundy explique cette stagnation des ventes principalement par les performances médiocres des revenus salariaux réels combinés à l'incertitude causée par une inflation toujours élevée et un taux de chômage en hausse qui

ont amené les ménages à épargner à un taux compris entre 10 et 11 pour cent. En 1970, le taux d'épargne était de 5.3 pour cent du revenu disponible et il n'a cessé d'augmenter jusqu'à aujourd'hui.

«Même si nous ne prévoyons qu'une faible augmentation des salaires réels dans la période qui nous sépare de 1980, les mesures se rapportant à la taxe de vente au détail prévues dans le budget fédéral du 10 avril ainsi que les réductions d'impôt personnel adoptées au début de cette année se traduiront par une augmentation d'environ \$2 milliards des revenus des particuliers en 1978. Ceci porte l'augmentation prévue des revenus réels à 4.2 pour cent pour l'année, ce qui sert de base à nos prévisions d'augmentation de 4.1 pour cent des dépenses réelles en biens de consommation en 1978.»

Cependant, même si les réductions de taxes

de ventes sont prolongées jusqu'en 1980, Wood Gundy estime que les effets des stimulants fiscaux devraient diminuer, les taux d'épargne devraient revenir à la fourchette de 10.5 à 11 pour cent.

«Les dépenses à la consommation devraient être une fois de plus comprimées par la lente croissance sous-jacente des salaires et de l'emploi. Par conséquent, nous prévoyons que le taux de croissance des dépenses à la consommation devrait se ralentir à 3.4 pour cent en 1979 et à 3 pour cent en 1980.»

denrées agricoles

(PC) — Cours des denrées transmis à Montréal par le ministère fédéral de l'Agriculture.

Beurre: Commission canadienne de l'industrie laitière, prix d'achat, no 92, \$1.26, no 93, \$1.27; prix de vente, \$1.27; prix de gros moyen aux détaillants, \$1.34.

Fromage cheddar: blanc, \$1.26; coloré, \$1.27.

Poudre de lait écrémé: No 1, sac de 5 lb, \$0.72 à \$0.76, pour nourrissement, \$0.43-\$0.49.

Lait de beurre en poudre: \$0.48 à \$0.52.

Oufs: prix moyens de grossistes aux détaillants, en boîtes d'une douzaine, A-extra gros, \$0.95; A-gros \$0.91; A-moyens, \$0.84; A-petits, \$0.62.

Prix de gros aux distributeurs alimentaires par la Fédération des producteurs avicoles du Québec: A-extra gros, \$0.93; A-gros, \$0.88; A-moyens, \$0.81; A-petits, \$0.60; A-très petits, \$0.32.

Prix de gros des pommes de terre: Québec, \$1.90 à \$2.00 le 50 lb; I.P.E. \$2.35 à \$2.45 le 50 lb, \$1.15 à \$1.20 le 20 lb et \$0.62 à \$0.64 le 10 lb; Nouveau-Brunswick, \$1.75 à \$1.85 le 50 lb; \$0.48 à \$0.50 le 10 lb.

NOMINATION SUN LIFE



Jacques PALARDY, A.V.A.

Sun Life of Canada, compagnie d'assurance-vie, annonce la nomination de M. Jacques Palardy, A.V.A., au poste de Directeur général des Agences, Québec. Monsieur Palardy, qui était auparavant Directeur régional des Agences pour la région du Québec, est au service de la Compagnie depuis 1962. Monsieur Palardy sera responsable des opérations commerciales en ce qui a trait aux assurances individuelles au Québec.

les dividendes payables cette semaine

PAR PITFIELD, MACKAY, ROSS, CO. LTD.

DIVIDENDES, PAYABLES DU 8 AU 14 MAI 1978

Comp. canadienne	Taux	Notes	Payable
Royal Trust Co. Cl A	275	1	10 mai, 1978
Royal Trust Co. Cl B	275	1	"
Trust Petroleum North AMI	085	1	"
Carnia Developers Ltd. Cl A	12	1	12 mai, 1978
Madeline Mines Ltd.	20	1	"
Pitts Eng. & Constr. Ltd. B	085	1	"
Pitts Eng. & Constr. Ltd. C	085	1	"

Comp. américaine	Taux	Notes	Payable
Burroughs Corp. Com p85	35	11	8 mai, 1978
Chase Cv Fd of Boston Com	15	11	10 mai, 1978
Fleetwood Enterprises	115	11	"
Kaufman & Broad Inc.	05	11	"
Lehman Corp.	09	11	"
Metro-Goldwyn-Mayer Inc.	275	11	"
Betz Laboratories	16	11	11 mai, 1978
Connecticut General Ins. Com	50% STK	11	12 mai, 1978
Enserch Corp.	3 pour 2	11	12 mai, 1978
General Host Corp.	15	11	"
Washington Post Co. Cl B	15	11	"
Cons. Nat. Gas	69	10	13 mai, 1978

titres au comptoir

Valeurs	Ventes	Haut	Bas
Augmitto	1000	30	30
Bell 1.95 Pr	1000	22 1/2	22 1/2
Bell 1.96 Pr	500	26	25 1/2
Canuc Mns	3000	60	60
Kewagama	2000	32	32
Lakelyn Mns	6000	9	8
Intl Systcoms	25	10	10
Resolute Pet	1000	45	45
Telemetro A	2000	11 1/2	11 1/2
United Macfie	3000	30	30
West Allenbe	5000	55	54
BK Prov Res	37005	47	46

Total Volume: 63,530

l'or à terme

MARCHÉ DE WINNIPEG

Cotes des contrats à terme de l'or, en dollars canadiens, à la Bourse des denrées de Winnipeg

Contrats de 400 onces

	Ounc.	Haut	Bas	Ferm.
Jul.	173.80	173.90	173.60	173.80
Oct.	177.80	177.80	175.90	177.10
Jan.	180.70	180.70	180.40	180.50
Avril	—	—	—	184.30
Jul.	—	—	—	189.10

Volume de vendredi: 13 contrats

Contrats de 100 onces

	Ounc.	Haut	Bas	Ferm.
Mai	—	—	—	172.50
Avril	—	—	—	173.20
Mai	—	—	—	175.70
Avril	—	—	—	182.00
Mai	—	—	—	186.20

Volume de vendredi: aucun

les métaux

MARCHÉ DE LONDRES, PRIX EN STERLING PAR TONNE MÉTRIQUE

FERMETURE	
CUIVRE (315 et barres)	
comptant	691.00-691.50
à terme	709.00-709.50
ventes	16,150 tonnes
ETAIN (qualité ordinaire)	
comptant	64.70-64.80
à terme	63.70-63.80
ventes	1,030 tonnes
ETAIN (qualité supérieure)	
comptant	64.70-64.80
à terme	63.70-63.80
ventes	aucune
ALUMINE	
comptant	299.00-300.00
à terme	307.00-307.50
ventes	2,150 tonnes
ZINC	
comptant	297.50-298.50
à terme	306.50-307.00
ventes	2,025 tonnes

BATONNIER DE MONTRÉAL



JOHN J. PEPPER, C.R.

A son assemblée générale annuelle hier soir, John J. Pepper, c.r., a été proclamé Batonnier élu au Barreau de Montréal. M. Pepper est associé senior de l'étude montréalaise de Campbell, Pepper, Laffoley, Legault et Longtin.

École des Hautes Études Commerciales

Affiliée à l'Université de Montréal



Gestion des ressources humaines les 31 mai, 1er et 2 juin 1978

à l'intention de tous les dirigeants qui désirent développer une perspective d'ensemble des principales fonctions du Service des ressources humaines.

SUJETS TRAITÉS:

- la fonction personnel dans l'entreprise
- la gestion prévisionnelle des ressources humaines
- programmes: recrutement, solution, système de rémunération, évaluation du rendement du potentiel
- formation
- contrôle des programmes en ressources humaines

Il est également offert d'autres cours tels Fiscalité et prise de décision (25, 26 et 27 mai) et Rôle et fonction du marketing dans l'entreprise (7, 8 et 9 juin).

Date limite d'inscription: le 22 mai 1978.
Renseignements: (514) 343-4497

École des Hautes Études Commerciales
Centre de formation et de perfectionnement en administration

Programmes de développement des gestionnaires
5255 avenue Decelles
Montréal, H3T 1V6

ZURICH

pour les voyageurs à grand rayon d'action

Air Canada assure une liaison quotidienne par gros porteur plein confort, entre Montréal et Zurich, en collaboration avec Swissair. De Zurich, près de 60 villes d'Europe, du Moyen-Orient et de l'Afrique sont à votre portée grâce au réseau de correspondances pratiques. Ce sont des vols directs qui vous mèneront droit au but, que ce soit Casablanca ou Téhéran. Parlez-en à votre agent de voyage ou Air Canada.

On y va au bout du monde!

AIR CANADA

TEL-AVI
PRAGUE
ZAGREB
BAHREÏN
ATHÈNES
BANGKOK
VIENNE
MILAN



les faits saillants de la Bourse

MONTREAL				
Volume	Lundi	Vendredi	Ferm.	Var.
406,000	406,000	638,400	178.80	+0.36
Faits saillants:				
Actions trans.	168	168		
Partes	62	62		
Inchangées	68	72		
Hauts 78	17	20		
Bas 78	21	27		

MONTREAL				
Volume	Lundi	Vendredi	Ferm.	Var.
16,720	16,720	14,178	178.80	+0.36
Faits saillants:				
10,180	10,180	10,180		
10,100	10,100	10,100		
10,000	10,000	10,000		

NEW YORK				
Volume	Lundi	Vendredi	Ferm.	Var.
34,860,000	34,860,000	42,860,000	178.26	+0.36
Faits saillants:				
Actions trans.	1,001	1,001		
Partes	698	698		
Inchangées	797	498		
Hauts 78	178	178		
Bas 78	178	178		

NEW YORK				
Volume	Lundi	Vendredi	Ferm.	Var.
34,860,000	34,860,000	42,860,000	178.26	+0.36
Faits saillants:				
Actions trans.	1,001	1,001		
Partes	698	698		
Inchangées	797	498		
Hauts 78	178	178		
Bas 78	178	178		

INDICES A LA BOURSE DE MONTRÉAL

Ind.	Var.	Ind.	Var.	Ind.	Var.	Ind.	Var.
Var. 8 mai	+0.36	178.62	169.05	255.71	185.97	111.56	
Fer. 8 mai	178.62	169.05	255.71	185.97	111.56		
Hauts 78	183.12	169.66	259.99	188.72	114.83		
Bas 78	162.70	158.65	228.01	170.78	90.88		
Hauts 77	185.72	172.67	249.41	187.99	114.67		
Bas 77	157.48	131.74	209.20	165.02	88.20		

INDICES A LA BOURSE DE TORONTO

Ind.	Var.	Ind.	Var.	Ind.	Var.	Ind.	Var.
300 COMPOSÉ	+0.36	1093.01	1023.66	1093.01	1023.66	1093.01	1023.66
SERV. FINANCIER	+0.36	1023.66	1023.66	1023.66	1023.66	1023.66	1023.66
MINES ET METAUX	+0.36	1023.66	1023.66	1023.66	1023.66	1023.66	1023.66

PÉTROLES ET GAZ INDUSTRIELLES

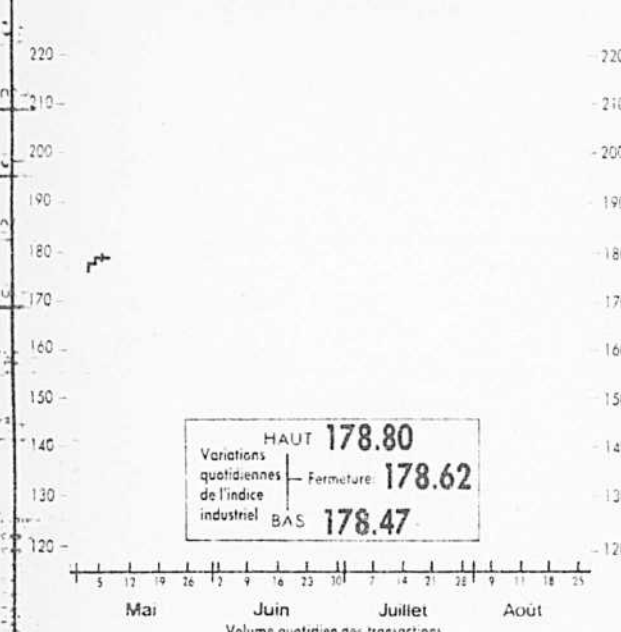
Ferm.	Var.	Ferm.	Var.	Ferm.	Var.	Ferm.	Var.
1399.45	+3.95	901.31	+0.46	53.82	-0.15	58.24	-0.19
43.87	-0.13	39.43	-0.11	57.32	+0.04		

INDICES A LA BOURSE DE NEW YORK

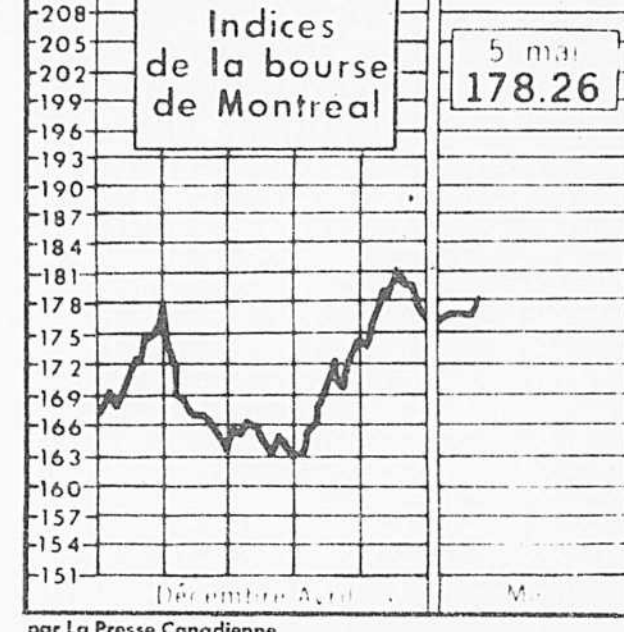
Ferm.	Var.	Ferm.	Var.	Ferm.	Var.	Ferm.	Var.
53.82	-0.15	58.24	-0.19	43.87	-0.13	39.43	-0.11
57.32	+0.04						

MONTRÉAL

OU VA LA BOURSE DE MONTRÉAL (seuon 65 titres industriels)



Indice de la bourse de Montréal



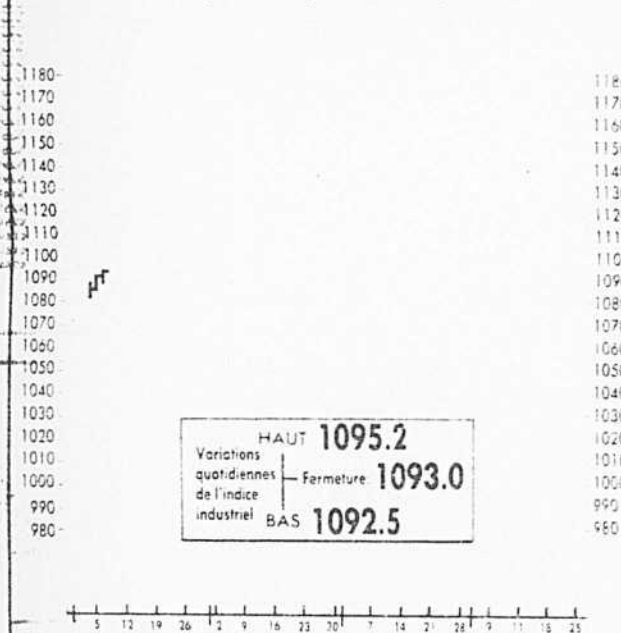
par La Presse Canadienne
MONTRÉAL — Les cours ont terminé la séance de lundi sur une note irrégulière à la Bourse de Montréal. Le marché a été modéré et 406,015 actions ont changé de mains. L'indice composé monte de 0.16 à 185.97 et les industriels de 0.36 à 178.62. On constate un recul des services publics de 0.18 à 169.05, des bancaires de 0.32 à 255.71 et des papeteries de 0.31 à 111.56. Les titres en hausse l'emportent d'un seul

point sur ceux en baisse au compte de 62 à 61 et 65 autres conservent leurs positions de vendredi dernier. La Banque de Montréal a été le titre industriel le plus transigé; il termine en baisse de 1/4 à 191.94 et 16,720 actions ont changé de mains. Silver Star, valeur minière la plus recherchée de la séance, perd trois cents et cote \$1.30 au terme d'un brassage de 15,200 actions. Husky Oil monte de 1/4 à 30.94 et Dome Petroleum de 1/4 à 67. Consumers Gas recule de 1/4 à 17.44. Alcan progresse de 1/4 à 31.14, Brunswick Mining and Smelting de 15 cents à \$3.35, Inco A de 1/4 à 18.14, Asbestos Corp. de 1/4 à 39.14, Stelco A de 1/4 à 25.14, Abitibi de 1/4 à 12.14, CP de 1/4 à 18.14 et RCA International de cinq cents à \$2.50. Trans-Canada Pipelines décline de 1/4 à 14.14, Norcen Energy Resources de 1/4 à 15.14, la Banque provinciale de 1/4 à 14.14, Consolidated Bathurst A de 1/4 à 29.14, Massey-Ferguson de 1/4 à 11.14, Laurentide Financial de 1/4 à 9.14, Power Corp. A de 1/4 à 15.14 et Price de 1/4 à 12.14. Dans les titres de spéculation, Dynamic Mining Exploration cède trois cents et se replie à \$1.10 dans un volume d'échanges de 6,300 actions.

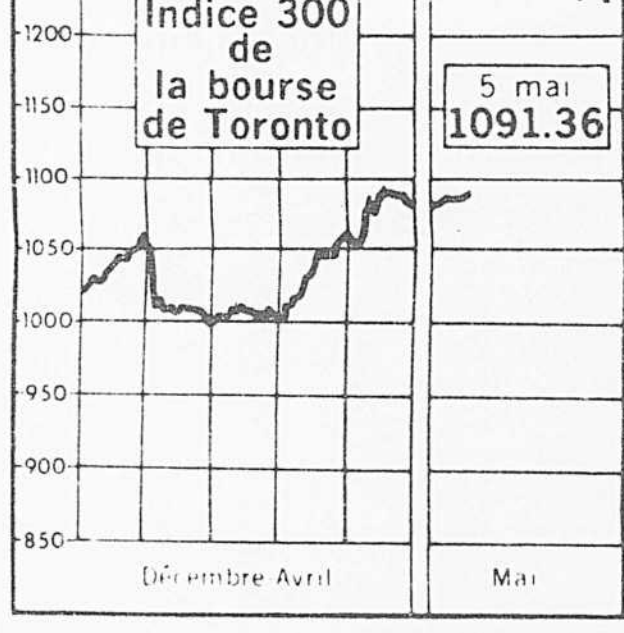
Ventes	Haut	Bas	Ferm.	Var.	Ventes	Haut	Bas	Ferm.	Var.
Abitibi	3340	127.12	127.12	+1/4	Var. 8 mai	178.62	169.05	255.71	185.97
Alcan	10150	31.14	31.14	+1/4	Fer. 8 mai	178.62	169.05	255.71	185.97
Algonquin	100	19.14	19.14	+1/4	Hauts 78	183.12	169.66	259.99	188.72
Asbestos	5980	39.14	39.14	+1/4	Bas 78	162.70	158.65	228.01	170.78
Astral	1600	14.14	14.14	+1/4	Hauts 77	185.72	172.67	249.41	187.99
Bank Mtl	1600	19.14	19.14	+1/4	Bas 77	157.48	131.74	209.20	165.02
Bank N	1250	20.14	20.14	+1/4					
Bank Q	3040	11.14	11.14	+1/4					
Bank R	3180	12.14	12.14	+1/4					
Bell Can	5230	55.14	55.14	+1/4					
Bell P	4720	51.14	51.14	+1/4					
BM RT	2240	11.14	11.14	+1/4					
Bomb Mtl	100	17.14	17.14	+1/4					
BC Pwr	200	15.14	15.14	+1/4					
Brwnsw	10000	33.14	33.14	+1/4					
CAE A	500	13.14	13.14	+1/4					
CAE B	500	13.14	13.14	+1/4					
Cal P	240	13.14	13.14	+1/4					
Ceml	340	10.14	10.14	+1/4					
Can Pac	100	17.14	17.14	+1/4					
Can Pwr	100	17.14	17.14	+1/4					
Csout	100	17.14	17.14	+1/4					

TORONTO

OU VA LA BOURSE DE TORONTO (Indice composé 300 titres)



Indice 300 de la bourse de Toronto



par La Presse Canadienne
TORONTO — La Bourse de Toronto a atteint son point le plus haut depuis près de deux ans, lundi, au terme d'un marché animé au sein duquel 3.72 millions d'actions ont été échangées. L'indice composé a monté de 1.65 et marquait 1,930.1. Au sein des quatre grands compartiments, les pétroles avancent de 3.95 à 1,399.45, les services financiers de 0.83 à 1,023.66 et les produits industriels de 0.46 à 901.31. Les mines abandonnent 0.06 et se replient à 57.32. Signalons un bond de près de 19 points dans la colonne des aurifères. Le nombre des hausses l'emporte sur celui des baisses par 244 à 180 et 272 titres sont stables. Au marché des options, 531 contrats ont été négociés. Trans-Canada Pipelines a été la valeur industrielle la plus traitée de la séance. Parmi les autres valeurs industrielles traitées, British Columbia Packers B monte de 2 à \$47, Occidental Petroleum de 1/4 à 23.14, Home Oil A de 1 à 41.14 et Hudson Bay Oil de 1 à 43. General Motors abandonne 1/4 à \$71, Markborough Properties 1 à 16, Trans-Canada Pipelines 1/4 à 14.14, Bell 1/4 à 55.14 et Bow Valley 1/4 à 27.14. Dome Mines progresse de 1/4 à 57.14, United Siscoe de 1/4 à 7.14 et Casiar de 1/4 à 9.14. Denison Mines recule de 1/4 à \$69.14 et Placer Development de 1/4 à 21.14. Bonanza Petroleum se hisse de 1/4 à 34.14, Canadian Superior Oil de 1/4 à 59.14 et Numac Oil de 1/4 à 30.14. Ranger Oil faiblit de 1/4 à 33.14 et Ocelot Industries A de 1/4 à 11.14.

Ventes Haut Bas Ferm. Var.

Algonquin	100	19.14	19.14	+1/4
Asbestos	5980	39.14	39.14	+1/4
Astral	1600	14.14	14.14	+1/4
Bank Mtl	1600	19.14	19.14	+1/4
Bank N	1250	20.14	20.14	+1/4
Bank Q	3040	11.14	11.14	+1/4
Bank R	3180	12.14	12.14	+1/4
Bell Can	5230	55.14	55.14	+1/4
Bell P	4720	51.14	51.14	+1/4
BM RT	2240	11.14	11.14	+1/4
Bomb Mtl	100	17.14	17.14	+1/4
BC Pwr	200	15.14	15.14	+1/4
Brwnsw	10000	33.14	33.14	+1/4
CAE A	500	13.14	13.14	+1/4
CAE B	500	13.14	13.14	+1/4
Cal P	240	13.14	13.14	+1/4
Ceml	340	10.14	10.14	+1/4
Can Pac	100	17.14	17.14	+1/4
Can Pwr	100	17.14	17.14	+1/4
Csout	100	17.14	17.14	+1/4

Ventes Haut Bas Ferm. Var.

Algonquin	100	19.14	19.14	+1/4
Asbestos	5980	39.14	39.14	+1/4
Astral	1600	14.14	14.14	+1/4
Bank Mtl	1600	19.14	19.14	+1/4
Bank N	1250	20.14	20.14	+1/4
Bank Q	3040	11.14	11.14	+1/4
Bank R	3180	12.14	12.14	+1/4
Bell Can	5230	55.14	55.14	+1/4
Bell P	4720	51.14	51.14	+1/4
BM RT	2240	11.14	11.14	+1/4
Bomb Mtl	100	17.14	17.14	+1/4
BC Pwr	200	15.14	15.14	+1/4
Brwnsw	10000	33.14	33.14	+1/4
CAE A	500	13.14	13.14	+1/4
CAE B	500	13.14	13.14	+1/4
Cal P	240	13.14	13.14	+1/4
Ceml	340	10.14	10.14	+1/4
Can Pac	100	17.14	17.14	+1/4
Can Pwr	100	17.14	17.14	+1/4
Csout	100	17.14	17.14	+1/4

marché des options — TORONTO

Option	Mois	Prix	Offre	Dern.	Option	Mois	Prix	Offre	Dern.
Algonquin	May	19.14	19.14	+1/4	Algonquin	May	19.14	19.14	+1/4
Asbestos	May	39.14	39.14	+1/4	Asbestos	May	39.14	39.14	+1/4
Astral	May	14.14	14.14	+1/4	Astral	May	14.14	14.14	+1/4
Bank Mtl	May	19.14	19.14	+1/4	Bank Mtl	May	19.14	19.14	+1/4
Bank N	May	20.14	20.14	+1/4	Bank N	May	20.14	20.14	+1/4
Bank Q	May	11.14	11.14	+1/4	Bank Q	May	11.14	11.14	+1/4
Bank R	May	12.14	12.14	+1/4	Bank R	May	12.14	12.14	+1/4
Bell Can	May	55.14	55.14	+1/4	Bell Can	May	55.14	55.14	+1/4
Bell P	May	51.14	51.14	+1/4	Bell P	May	51.14	51.14	+1/4
BM RT	May	11.14	11.14	+1/4	BM RT	May	11.14	11.14	+1/4
Bomb Mtl	May	17.14	17.14	+1/4	Bomb Mtl	May	17.14	17.14	+1/4
BC Pwr	May	15.14	15.14	+1/4	BC Pwr	May	15.14	15.14	+1/4
Brwnsw	May	33.14	33.14	+1/4	Brwnsw	May	33.14	33.14	+1/4
CAE A	May	13.14	13.14	+1/4	CAE A	May	13.14	13.14	+1/4
CAE B	May	13.14	13.14	+1/4	CAE B	May	13.14	13.14	+1/4
Cal P	May	13.14	13.14	+1/4	Cal P	May	13.14	13.14	+1/4
Ceml	May	10.14	10.14	+1/4	Ceml	May	10.14	10.14	+1/4
Can Pac	May	17.14	17.14	+1/4	Can Pac	May	17.14	17.14	+1/4
Can Pwr	May	17.14	17.14	+1/4	Can Pwr	May	17.14	17.14	+1/4
Csout	May	17.14	17.14	+1/4	Csout	May	17.14	17.14	+1/4

les obligations PAR ACCOYAM

GOVERNEMENT DU CANADA

			Offre	Dem.
8%	1 ^{er} fév.	1979	99,60	99,8%
3%	1 ^{er} oct.	1979	94,40	94,6%
(b) 7%	1 ^{er} oct.	1979	98,90	99,0%
9%	1 ^{er} fév.	1980	100,40	100,6%
7%	1 ^{er} fév.	1980	98,15	98,2%
(c) 9%	1 ^{er} oct.	1980	101,3%	102%
7%	1 ^{er} juin	1980	97,80	97,8%
8%	1 ^{er} juin	1981	100%	100%
8%	15 déc.	1981	99%	99%
8%	1 ^{er} avril	1981	98%	98%
9%	1 ^{er} fév.	1982	102	102%
7%	1 ^{er} avril	1982	96%	96%
8	15 oct.	1982	97%	97%
8%	1 ^{er} fév.	1983	97%	98%
4%	1 ^{er} sept.	1983	32%	82%
9%	1 ^{er} avril	1984	101%	101%
(d) 7%	1 ^{er} oct.	1978	99,75	99,8%
8%	1 ^{er} juil.	1987	94%	95
8%	1 ^{er} fév.	1988	98%	98%
9%	15 juin	1994	100%	101%
10	1 ^{er} oct.	1995	104%	104%
3	15 sept.	1996	50	—
9%	15 mai	1997	98%	98%
9	15 oct.	1999	36%	96%
9%	1 ^{er} oct.	2001	100%	100%
8%	1 ^{er} fév.	2002	94	94%

(b) Echangeable pour des obligations 8% du 1er oct. 1984

(c) Echangeable pour des obligations 9% du 1er oct. 1985

(d) Echangeable pour des obligations 8% 1er oct. 1985

PROVINCIALES Offra

		NO. OF VOTES	Offre	
	BC Hydro 8%	12 janv. 1982	100	
(a)	BC Hydro 10	15 oct. 2000	100%	1
	Manitoba 9	5 déc. 1981	100%	1
	Manitoba 10	5 déc. 1999	102%	1
	NB Elec. 9	15 mai 1981	100%	1
	NB Elec. 10%	15 mai 1995	102%	1
	NFLD 10	5 janv. 1999	98%	9
	NS Power 9%	22 fév. 2002	95%	
	NFLD Lab. 10	9 mai 2002	98%	
	Ont. Hyd. 9%	6 janv. 2004	96%	
	Ont. Hyd. 9%	25 janv. 2005	97%	
	Ont. Hyd. 9%	5 oct. 2003	98%	
	Ont. Hyd. 10%	30 oct. 1985	105%	1
	Ont. Hyd. 10%	29 janv. 2001	104%	1
	Ont. Hyd. 10	13 mai 2001	102%	1
	I.P.E. 9%	4 juil. 2002	96%	
	Pr. Qué. 9%	22 mars 1982	100%	1
(c)	Pr. Qué. 9%	10 nov. 2000	102%	1
	Pr. Qué. 10%	4 mai 2001	101%	1
	Pr. Qué. 10%	19 nov. 1995	101%	1
	Pr. Sask. 9	1er fév. 2002	94%	
	Pr. Sask. 9	2 déc. 1981	100%	1
(d)	Pr. Sask. 9%	3 nov. 2000	100%	1
	Pr. Sask. 10%	1er avril 2001	104%	1
(e)	Pr. Ont. 9	1er juil. 1998	100%	
	Pr. Ont. 9%	22 mars 1998	100%	
(f)	Pr. Ont. 10%	10 déc. 1987	105%	
	Qué. Hyd. 9%	1er juin 1997	99%	
	Qué. Hyd. 10	21 oct. 2001	99	
	Qué. Hyd. 10%	15 mai 2003	101	

(a) Rétractable en 1983

(c) Rétractable en 1983

(d) Rétractable en 1983

(e) Echangeables pour des obligations de 9% du 1er juillet 1983

(f) Echangeables pour des obligations de 9% du 10 décembre 2000

SERVICES PUBLICS

		Offre
Alta Gas 11%	1er août 1995	107%
Bell 9%	1er avril 1999	100%
BC Tel. 10%	1er avril 1995	102
Mari Tel 11	15 juin 1996	106
Nor. Cent 9%	15 janv. 1990	95%
Tr Cn P 11%	20 janv. 1995	107%

INDUSTRIELLES 04

	INDUSTRIELLES	Offre
Alcan 10%	15 nov. 1994	104
B. de Mt 10%	1 ^{er} août 1980	101
(a) C.I.B.C. 9%	2 janv. 1995	106
Dofasco 10%	15 mai 1995	101
Dofasco 10%	15 mai 1995	103
Imp. Oil 9%	15 fév. 1995	101
(b) B. Royale 10	1 ^{er} déc. 1994	102%
Metco 9%	1 ^{er} avril 1995	100
(c) Steinberg 10%	15 déc. 1994	103
Seagrams 10%	- juin 1995	106
B. Tor Dom 7%	1 ^{er} mars 1993	98%

(3) 21.10.1995	1er mars 1996	98%
IPL 10%	2 fév. 1996	106

Un. Car. 10%	15 juin	1995	105
--------------	---------	------	-----

(a) Rétractable pour des obligations de 9% du 2 janv. 19

(b) Rétractable pour des obligations de 10% du 1er déc.

ligations de 10% du 15 déc

(d) Rétractable pour des obligations de 7¼% du 1er mars 1979		
	CONVERTIBLES	Offre
Alta Gas 7½	1er fév. 1990	150
Ashland 5	15 janv. 1993	103½

VANCOUVER

ch.					ch.					ch.					
Valeurs	Ventes	Haut	Bas	Form.	Valeurs	Ventes	Haut	Bas	Form.	Valeurs	Ventes	Haut	Bas	Form.	
Aaron	200	142	142	142	+1	QC Exp	1500	50	50	50	Gn Smrk	21000	32	31	31
Ation	1000	1734	714	714								100	26	26	26

[illegible]**fondo mutual****tondas mutuelles**[illegible]

Venture	5.34	CSA Mgmt Gr
Viking	5.18	Goldfund
		Goldtrust

Dom. T. 5%	15 oct. 1992	90	92	Guaranty Trust	Solvent
Hud. Bay 6	15 juii. 1993	96%	97%	ynInv Equity 7.51	Canexco Gr
IAC 8%	15 juii. 1994	102%	103%	ynInv Income 4.32	yBond
Moore Corp. 6	15 april 1994	78%	79%	ynMortgage 10.16	Fund
Pacific P. 5	1er mai 1992	103	104	Guaridan Group	Internatl
Westcoast 5%	1er avril 1988	115	—	Enterprise 12.94	Capital Grth
Labatt 9%	1er juii 1995	119	—	GIS Comp 29.04	xChange
T. Met. 8%	15 mars 1994	99	—	GIS Income 3.39	—
				yGrowth 12.16	ynComCo Mg
				North Amer 4.53	Deslindars Gr
				—	—

rapports financiers express

Compagnies	Profits (pertes) (\$000)			Revenus bruts (\$000)		
	COURANT	LAN DERNIER	VARIATION	COURANT	LAN DERNIER	VARIATION
GEORGE WESTON (alimentation), Tor., Ont. 1 ^{er} trim. 31 mars	7,700 0.58	2,200 0.17	+250%	1,100,000	1,000,000	+10%
COSTAIN LTD. (prom. immobilier) Tor., Ont. 1 ^{er} trim. 31 mars	1,500 0.53	(82) —	—	14,000	6,200	+126%
J. HARRIS & SONS (construction) Tor., Ont. 1 ^{er} trim. 31 mars	178 0.06	96 0.03	+85%	11,800	11,200	+5%
HY'S OF CANADA (restaurants) Tor., Ont. 1 ^{er} trim. 31 déc.	58 0.07	74 0.09	-22%	5,000	4,600	+9%
SHAW PIPE INDUSTRIES (revêtement) Tor., Ont. 1 ^{er} trim. 31 mars	546 0.26	453 0.22	+21%	9,000	7,900	+14%
R. L. GRAIN (formules commerciales) Ottawa, Ont. 1 ^{er} trim. 31 mars	392 0.22	242 0.14	+62%	10,600	9,600	+10%
ALMINEX (pétrole/Gaz) Cal., Alb. 1 ^{er} trim. 31 mars	1,800 0.24	1,700 0.22	+6%	6,800	6,500	+5%
UNION OIL CANADA (pétrole) Cal., Alb. 1 ^{er} trim. 31 mars	5,300 0.37	5,600 0.39	-5%	24,200	20,100	+20%
GOODYEAR CANADA (caoutchouc) Tor., Ont. 1 ^{er} trim. 31 mars	408 0.15	2,300 0.89	-82%	81,000	85,100	-5%
MAPLE LEAF MILLS (alimentation) Tor., Ont. 1 ^{er} trim. 31 mars	2,800 0.58	3,300 0.69	-15%	135,900	123,900	+10%
THOMSON NEWSPAPER (publication) Tor., Ont. 1 ^{er} trim. 31 mars	10,600 0.21	8,900 0.17	+19%	66,800	55,700	+20%
CANADIAN MANORIR (comp. diversifiée) Tor., Ont. 1 ^{er} trim. 31 mars	350 0.22	408 0.25	-12%	9,800	7,900	+24%
QUEBECOR (publication) Mont. Qué. 2 ^{ème} trim. 31 mars	688 0.31	885 0.39	-22%	39,800	25,300	+5%

[illegible]

marché des options — MONTREAL									
Option					Option				
		Mais	Prix	Vol. Offres Dem. For.		Mais	Prix	Vol. Offres Dem. For.	
VHypotheq 4.40	NW Group				D Pte Jan 70	2.66	577		
VInternatnl 7.48	VcNedien 4.78	AbtBtl May 10	9.98	327% 1127%	D Pte Jul 50	2.66	577		
VObligatns 3.17	VEuoty 8.62	AbtBtl May 12 1/2	18.24	45 1127%	D Pte Jul 55	3.30	518		
VSecur 5.75	xOne Wm St 14.10	AbtBtl Aug 12 1/2	15.15	100 1127%	D Pte Jul 60	4.33	387		
VQuesbec 5.39	Ypoech 5.87	Alcan Aug 12 1/2	30.35	165 1127%	D Pte Aug 60	1.74	547		
YSec 5.43	Pemberton Gr	Alcan May 25	10.59	161 1127%	D Pte Jul 70	17.13	333%		
Zden Krog Gr	nPacIFIC Id 5.93	Alcan Aug 32 1/2	7.70	135 1311%	D Pte Oct 50	1.20	518%		
Heritage 7.05	5059Pac 5.18	Alcan Aug 32 1/2	20.43	165 1127%	D Pte Aug 65	3.12	512%		
Vanqup 7.25	nPacIFIC US 5.18	Alcan Aug 32 1/2	35.87	120 1311%	D Pte Oct 65	3.12	512%		
Dreyfus Group	PHN Group	Alcan Nov 30	11.04	337% 1311%	D Pte Oct 70	16.61	555%		
Internatnl 11.93	YBond 10.96	Alcan Nov 32 1/2	14.54	337% 1311%	Gulf C Nov 30	3.13	507%		
DomIn Com 8.05	87 Canadian	Alcan Nov 32 1/2	15.54	337% 1311%	Ho OA Jul 40	12.88	333%		
Secur 6.51	YPerSP 30.58	Asama Oct 10	10.62	140 1311%	Ho OA Jul 45	1.10	725		
Internatnl 14.97	YRPS 33.55	Asama Oct 10	10.62	140 1311%	Ho OA Jul 50	1.10	725		
DomIn Com 8.05	PMI Management	Bell Can Nov 50	3.19	177% 555%	Ho OA Oct 45	7.10	222%		
Secur 6.51	nPacIFIC M 6.82	BCdn Nov Nov 17 1/2	108.28	20 116	Husky Oct 25	23.19	555%		
Internatnl 14.97	nXenauo Fd 4.46	Brscn Aug Aug 17 1/2	26.28	182% 116%	IOIL May 20	10.87	555%		
DomIn Com 8.05	necan 10.58	Brscn Aug Aug 17 1/2	2.39	122% 116%	IOIL Aug 20	10.59	100		
Secur 6.51	Stirling Group	Bk M Nov 15	3.49	140 116%	IOIL Aug 22 1/2	6.26	40		
Internatnl 14.97	YHortage 5.12	Bk M May 14 1/2	3.10	85 119%	IOIL Nov 20	2.60	45		
DomIn Com 8.05	YTech 17.24	Bk M May 17 1/2	10.52	131% 119%	MOB Aug 20	1.44	85		
Secur 6.51	Trans Canada Gr	Bk M Aug 17 1/2	10.34	135 119%	MOB Mid Nov 20	2.25	131%		
Internatnl 14.97	A 5.24	Bk M May 17 1/2	10.34	135 119%	Moore Aug 20	1.33	70		
DomIn Com 8.05	C 10.81	Bk M Nov 15	11.54	131% 119%	Nas F May 10	35.82	150		
Secur 6.51	Special 4.27	Bk M Nov 20	10.40	115 119%	Nas F Aug 10	11.96	180		
Internatnl 14.97	Yacumula 3.82	Prov B Nov 11 1/2	8.28	30 114%	Nas F Aug 12 1/2	8.18	45		
DomIn Com 8.05	Yacumula R 4.28	Prd Ltd Aug 22	12.99	50 118%	INCO Amay 20	6.25	10		
Secur 6.51	Yamerican 1.73	Prd Ltd Aug 27 1/2	2.31	120 118%	INCO Amay 17 1/2	23.16	170		
Internatnl 14.97	Yortio 2.66	MOB Jul 18	4.31	54 179%	INCO Amay 20	27.73	100		
DomIn Com 8.05	YHorizon 2.66	MOB Oct 15	5.88	179%	Norcan Nov 17 1/2	7.31	219		
Secur 6.51	YHortage 4.69	D Pte Jan 60	7.92	112%	NorcanMay 15	25.14	75		
Internatnl 14.97	YHortage 2.94								
DomIn Com 8.05	YHortage 2.94								
Secur 6.51	Western Gr 5.13								

dividendes			NORCORN		
	TAUX	PAYEMENT	ENREG.		
Colonial Penn Group	0.30	10-06-78	20-06-78	NorCanAug \$17½	553231 \$5 115
Goodfry Canada	0.17½	10-06-78	01-06-78	NorCanNov \$15	18 362 \$2½ 115
W.F. Hall Printing	0.20	10-06-78	01-06-78	NorCanNov \$17½	5 058 125 115
W.F. Hall Printing (Spec.)	0.20	10-06-78	01-06-78	NorCan Aug May \$25	1 199 100 \$25 115
OPI Ltd. ('A' et 'B')	0.10	10-06-78	15-06-78	Pec Aug May \$45	1 900 190 \$45 115
H. Paulin ('A' et 'B')	0.175	sem.-an	15-06-78	Pec P Aug \$45	1 102 75 \$38 115
SGL Industries	0.12½	sem.-an	16-06-78	Roy Bk Jan \$20	2 218 120 \$20 115
Georgeson	0.10	10-06-78	01-06-78	Roy Bk Jan \$20	33 121 120 \$20 115
Sonderling Board. Corp.	0.10	10-06-78	15-06-78	Shell C Nov \$15	24 188 120 \$15 115
J. Harris & Sons ('A' et 'B')	0.06	10-06-78	15-06-78	Sifco Aug \$25	4 374 120 \$25 115
Alcan Ltd. ('A' et 'B')	0.10	sem.-an	15-06-78	Sifco Aug \$25	9 144 175 \$25 115
Glennco Ltd. ('A' et 'B')	0.10	10-06-78	01-06-78	TLK PkNov \$15	120 120 \$15 115
				TLK PkNov \$17½	25 120 \$17½ 115
				Segmont \$27½	6 50 110 \$27½ 115
				Total volume	1101.
				Total open interest	41563.

ALFA ROMEO

NEW YORK

OU VA LA BOURSE DE NEW YORK
(selon les 30 plus gros titres de Dow Jones)

990 -
970
950 -
930 -
910 -
890 -
870
850 -
830 -
810 -
790 -
770 -
750 -
730 -
710 -
690 -
670 -

HAUT 837.14
variations quotidiennes de l'indice
industrial BAS 822.77

Fermeture: 824.58

	Mai	Juin	Juillet	Août
--	-----	------	---------	------

5 12 19 26 3 10 17 24 31 7 14 21 28 4 11 18

Mai Juin Juillet Août

Valeurs quotidiennes des transactions

34,680,000

par AFP

NEW YORK — La Bourse a fait preuve d'irrégularité, l'après avoir manifesté une certaine fermeté à l'ouverture. L'indice Dow Jones des industrielles, en hausse de plus quatre points après les premières transactions, perdait finalement près de quatre points peu avant la clôture. Les cours en hausse ont cependant conservé un léger avantage sur celles en baisse dans un volume d'échanges moins important que lors de la dernière séance. La meilleure tenue du dollar sur les marchés étrangers paraît avoir encouragé les investisseurs en début de marché, de même que l'absence de décision des pays de l'OPEP au sujet d'une nouvelle augmentation des prix du pétrole. Les cours se sont ensuite redressés sous la pression des ventes provoquées par les prises de bénéfices. L'indice Dow Jones des valeurs industrielles a terminé avec une perte de 4.51 et marque 824.58. Parmi les titres canadiens cotés à la Bourse de New York, Dome Mines est en avance de 2 1/2 à \$71.10, Campbell Red Lake de 31 1/2, McIntyre de 1/4 à 20 et Massey-Ferguson de 10 1/2. Seagram descend de 1/4 à 23 1/2 et Alcan conserve sa position à 27 1/2.

	ch.				
Valeurs	PB Ventes Haut	Bas Ferm.	Haut	Valeurs	PB Ventes Haut
ACF Inc	8 134 331	323	22 1/2	Am Exp	10 771 34 1/2
ASA Ltd	2 276 200	20 1/2	19 1/2	A Home	15 425 27 1/2
Abdell Ltd	1 392 591	54 3/4	58 1/2	Am Mos	14 646 12 1/2
Acme Ck	8 125 117 1/2	16 1/2	17 1/2	Am Mot	59 1097 47 1/2
Acadco Ck	1 083 222	21 1/2	21 1/2	A Stand	7 289 44 1/2
Alcan	5 137 28 18	273	27 1/2	Am TTX	9 1706 62 1/2
Alleg Co	7 136 18 18	18 1/2	18 1/2	Amplex	13 351 14 1/2
Alia Ltd	8 65 18 18	18 1/2	18 1/2	Apocx	14 16 1/2
Alia Pw	9 729 18 18	18 1/2	18 1/2	Armco St	6 x 28 29 1/2
Allen Co	7 328 17 1/2	17 1/2	17 1/2	Armst Ck	11 220 18 1/2
Alld Ck	8 185 43 1/2	31 1/2	32	Arm R	4 180 22 1/2
Allics Ch	5 236 23 1/2	28 1/2	28 1/2	Asarco	30 167 16 1/2
Alcoa	8 874 47	46 1/2	46 1/2	Ashld O	6 241 30 1/2
A Mess	8 11 72 1/2	18 1/2	18 1/2	Atch Rich	10 741 31 1/2
Air Flight	8 25 19 1/2	19 1/2	19 1/2	Affas C	31 39 1/2
AmRail	6 156 9 13 1/2	13 1/2	13 1/2	Avco Ck	3 212 12 1/2
A Brnd	7 27 19 1/2	19 1/2	19 1/2	Avco	16 451 14 1/2
ABC	8 549 147 1/2	46 1/2	46 1/2	Baxt Tr	17 1220 40 1/2
Am C	7 159 40 1/2	40 1/2	40 1/2	Beckmn	15 322 37 1/2

Values	PB	Ventes	Haut	Bas	Ferm.	ch.
Bell Can	8	12	45%	49%	49%	
Bendix	6	34	39%	32	35%	
Bentley	12	23	23%	21%	21%	
Beth Sil	43	221	22%	22%	22%	1/4
Black D	43	221	19%	18%	18%	1/4
Bos	8	236	21%	21%	21%	1/4
Buck BIR	10	461	21%	20%	20%	1/4
Boeing	10	2485	40%	46%	46%	1/4
Bols Cos	7	207	26%	27%	28%	1/4
Borg	7	207	26%	27%	28%	1/4
Borg W	6	169	30	29%	29%	1/4
Bran Int	7	1461	144%	13%	13%	
Bridg	12	43	33%	33%	33%	1/4
Brown	12	43	33%	33%	33%	1/4
Brown F	11	1105	12%	12%	12%	1/4
Brunswk	8	770	15%	15	15%	1/4
Bury Er	7	7401	19%	19%	19%	1/4
Bulova	42	6%	6%	6%	6%	
Burl Ind	7	367	18%	18%	18%	1/4
Burl	8	379	38%	37%	37%	1/4
Burnby	10	23	19%	19%	19%	1/4
Burrgh	12	301	68%	67%	67%	1/4
CBS E	8	183	53%	52%	52%	1/4
CFC Int	9	23	33%	33	33%	1/4
CIT Fin	9	154	49%	48%	48%	1/4
CPC Int	7	173	34%	34%	34%	1/4
Camp So	5	813	21%	19%	19%	1/4
Carb	5	813	21%	19%	19%	1/4
Carl W	15	35	8%	8%	8%	
Carr	8	77	39%	39%	39%	1/4
Carr	8	77	39%	39%	39%	1/4
Casena	9	218	35	34%	34%	1/4
Chmp Ind	4	24	20%	20%	20%	1/4
Chmp Ind	4	24	20%	20%	20%	1/4
Chessie	33	136	31%	31%	31%	1/4
Choc F-N	109	7%	7	-	-	
Chrysl	25	10	11%	11%	11%	1/4
Citiles Sv	7	565	50%	50%	50%	1/4
Citil	129	29	19%	19%	19%	1/4
Clorox	9	129	29	19%	19%	1/4
Cluett P	12	43	33%	33%	33%	1/4
Coca Col	15	498	47	41%	41%	1/4
Cole	28	273	67%	67%	67%	1/4
Cole Pol	10	816	20%	20%	20%	1/4
Colt	28	273	67%	67%	67%	1/4
Col Gas	7	713	23%	22%	22%	1/4
Cmb Ent	9	23	39%	38%	38%	1/4
Com Ed	10	570	27%	27%	27%	1/4
Compur	12	490	54%	54	54	1/4
Comp Sc	12	716	11%	11%	11%	1/4
Con Ed	5	1038	22	22	22	1/4
Con Fds	8	236	24%	24%	24%	1/4
Con NGs	7	355	24	23%	23%	1/4
Conf Co	6	152	53%	52%	52%	1/4
Conf Co	7	202	30%	30%	30%	1/4
Con Dat	9	91018	31%	30%	30%	1/4
Coop In	10	82	51%	50%	50%	1/4
Coop Lb	9	55	30%	29%	29%	1/4
Cran	9	55	30%	29%	29%	1/4
Crn Ck	8	234	30%	30%	30%	1/4
Crest	11	215	31%	31%	31%	1/4
Culligan	10	95	18%	18%	18%	1/4
Curtur	10	95	18%	18%	18%	1/4
Cutl	7	43	18%	18%	18%	1/4
Can Nev	9	61	42%	41%	41%	1/4
Dart In	16	219	54	53%	53%	1/4
Data Gn	7	207	26%	27%	28%	1/4
Delta A	7	361	46%	45%	45%	1/4
Delia A	7	361	46%	45%	45%	1/4
Den Mf	9	219	27%	27%	27%	1/4
Diana S	10	219	27%	27%	27%	1/4
Digital E	14	1743	46%	45%	45%	1/4
Disney	14	622	37	37%	37%	1/4
Dow Ch	9	1194	25%	25%	25%	1/4
Dress In	8	217	42%	41%	41%	1/4
Dug Lf	12	43	11%	11%	11%	1/4
Dug Lf	12	43	11%	11%	11%	1/4
EastAir	6	2229	107%	9%	9%	
Elec Kod	12	382	53%	51	51%	1/4
Elec Kod	12	382	53%	51	51%	1/4
Elec Acs	11	64	5%	5%	5%	1/4
Emer El	6	366	34%	34	34%	1/4
Equifit	5	553	25%	25%	25%	1/4
Equifit	5	553	25%	25%	25%	1/4
Esmark	8	62	27%	27%	27%	1/4
Excell	5	253	25%	25%	25%	1/4
Excell	5	253	25%	25%	25%	1/4
Exxon	9	2615	49%	49%	49%	1/4
FMC Co	7	158	23%	23%	23%	1/4
Fedders	219	57	5%	5%	5%	
Fin Fed	5	231	27%	26%	26%	1/4
Fin Fed	5	231	27%	26%	26%	1/4
Fin Chd	4	222	16%	15%	15%	1/4
Flintfil	17	153	25%	25%	25%	1/4
Ford	4	1072	50%	49%	49%	1/4
Frank M	9	366	39%	9	9%	1/4
Frueh	5	225	29%	28%	28%	1/4
GCA Co	13	1298	14%	13%	13%	1/4
Gem Sks	12	44	25%	24%	24%	1/4
Gen Elec	9	1029	51%	50%	50%	1/4
Gen Elec	9	1029	51%	50%	50%	1/4
Gen Food	9	1029	51%	50%	50%	1/4
GPUB Un	8	187	19%	18%	18%	1/4
Gen Sls	11	35	28%	28%	28%	1/4
Go Pac	10	816	20%	20%	20%	1/4
Gillette	11	448	28	27%	27%	1/4
Goodrich	7	236	21%	21%	21%	1/4
Goody	7	236	21%	21%	21%	1/4
GP	7	129	8%	8%	8%	
Grace	7	559	27%	27%	27%	1/4
Gr Glant	12	18	18%	18%	18%	1/4
Gr Glant	12	18	18%	18%	18%	1/4
Grumman	5	369	19%	18%	18%	1/4
Gulf Wn	5	543	14	13%	13%	1/4
Gulf Wn	5	543	14	13%	13%	1/4
Gulter	10	82	24%	23%	23%	1/4
Harris C	13	157	53	52%	52%	1/4
Harris HJ	9	118	38%	37%	37%	1/4
Helen	6	1310	10%	10%	10%	1/4
Hercules	11	1348	17%	16%	16%	1/4
Hershey	7	14	22%	22%	22%	1/4
Hick Pck	12	21	75%	74%	74%	1/4
Hilton	11	907	36%	35%	35%	1/4
Hobart	9	24	19%	19%	19%	1/4
Homestek	15	220	34%	33	33	1/4
Hovart	8	516	22%	21%	21%	1/4
Houdie	7	72	20	19%	19%	1/4
Houshe F	7	71	20%	19%	19%	1/4
Houtch	12	134	11%	11%	11%	1/4
Hunt Ch	12	134	11%	11%	11%	1/4
ICI Ind	6	125	24%	24%	24%	1/4
INA Co	6	194	29%	28%	28%	1/4
INCO	5	103	36%	35%	35%	1/4
INER	10	244	56%	55%	55%	1/4
Interco	8	51	44%	44%	44%	1/4
IBM	14	681	25%	25%	25%	1/4
Inf Har	8	229	30%	30%	30%	1/4
Inf Minc	6	129	42	41%	41%	1/4
Inf Multit	8	190	24	23%	23%	1/4
Inf Multit	8	190	24	23%	23%	1/4
Inf TT	8	957	31%	31%	31%	1/4
John Hso	3	252	8%	7%	7%	1/4
John Hso	3	252	8%	7%	7%	1/4
John J	7	139	75%	74%	74%	1/4
Joy Mfg	13	48	36%	35%	35%	1/4
Kalco	10	865	24%	24%	24%	1/4
K Mart	10	865	24%	24%	24%	1/4
Kauf B	10	865	24%	24%	24%	1/4
Kauf B	10	865	24%	24%	24%	1/4
Kerr M	11	280	47	45%	45%	1/4
Kerr M	11	280	47	45%	45%	1/4
Koppers	9	127	24	23%	23%	1/4
Krafco	8	347	45%	44%	44%	1/4
LT	7	374	7%	7%	7%	1/4
LT	7	374	7%	7%	7%	1/4
Lee Ent	10	19	29%	29%	29%	1/4
Levitstr	6	392	35%	34%	34%	1/4
Levitstr	6	392	35%	34%	34%	1/4
Liggett	9	165	33%	32%	32%	1/4
Lifton	13	471	20%	19%	19%	1/4
Loew	4	274	44%	43%	43%	1/4
Lukens	6	14	31%	31	31	1/4
Macy RH	7	161	40%	40%	40%	1/4
Macy RH	7	161	40%	40%	40%	1/4
Marath O	7	79	46%	46%	46%	1/4
Marth Ac	14	63	61%	61%	61%	1/4
Masco	11	199	21%	20%	20%	1/4
Mess F	5	267	10%	10%	10%	1/4
Mess F	5	267	10%	10%	10%	1/4
McDonald	14	468	49%	49%	49%	1/4
McDonald	14	468	49%	49%	49%	1/4
McEd	8	183	28%	27%	27%	1/4
McGraw	10	222	19%	19%	19%	1/4
McIntyre	2280	20	19%	20	20	1/4
McLenn	8	23	18%	18%	18%	1/4
McLenn	8	23	18%	18%	18%	1/4
Merlyn	19	942	19%	18%	18%	1/4
Megrom	14	241	103%	36%	36%	1/4
Megrom	14	241	103%	36%	36%	1/4
Milam	5	35	36%	35	35	1/4
Min PAM	13	757	52	51	51	1/4
MPec C	6	231	49%	49%	49%	1/4
MPec C	6	231	49%	49%	49%	1/4
Mobil H	50	24	2%	2%	2%	
Mohk D	16	997	10%	10%	10%	1/4
Mohk D	16	997	10%	10%	10%	1/4
Moore M	9	122	33%	32%	32%	1/4
Moore M	9	122	33%	32%	32%	1/4
Motrola	12	285	45%	44%	44%	1/4
Motrola	12	285	45%	44%	44%	1/4
MCR	9	782	51%	51%	51%	1/4
MCR	9	782	51%	51%	51%	1/4
Nat Can	11	18	17%	17	17	1/4
Nat Dis	7	324	22%	22	22	1/4
Nat Dis	7	324	22%	22	22	1/4
Nat Semi	17	1661	25%	25%	25%	1/4
Nat Semi	17	1661	25%	25%	25%	1/4
Nat Semi	17	1661	25%	25%	25%	1/4
Nat Semi	17	1661	25%	25%	25%	1/4
Nat Semi	17	1661	25%	25%	25%	1/4
Nat Semi	17	1661	25%	25%	25%	1/4
Nat Semi	17	1661	25%	25%	25%	1/4
Nat Semi	17	1661	25%	25%	25%	1/4
Nat Semi	17	1661	25%	25%	25%	1/4
Nat Semi	17	1661	25%	25%	25%	1/4
Nat Semi	17	1661	25%	25%	25%	1/4
Nat Semi	17	1661	25%	25%	25%	1/4
Nat Semi	17	1661	25%	25%	25%	1/4
Nat Semi	17	1661	25%	25%	25%	1/4
Nat Semi	17	1661	25%	25%	25%	1/4
Nat Semi	17	1661	25%	25%	25%	1/4
Nat Semi	17	1661	25%	25%	25%	1/4
Nat Semi	17	1661	25%	25%	25%	1/4
Nat Semi	17	1661	25%	25%	25%	1/4
Nat Semi	17	1661	25%	25%	25%	1/4
Nat Semi	17	1661	25%	25%	25%	1/4
Nat Semi	17	1661	25%	25%	25%	1/4
Nat Semi	17	1661	25%	25%	25%	1/4
Nat Semi	17	1661	25%	25%	25%	1/4
Nat Semi	17	1661	25%	25%	25%	1/4
Nat Semi	17	1661	25%	25%	25%	1/4
Nat Semi	17	1661	25%	25%	25%	1/4
Nat Semi	17	1661	25%	25%	25%	1/4
Nat Semi	17	1661	25%	25%	25%	1/4
Nat Semi	17	1661	25%	25%	25%	1/4
Nat Semi	17	1661	25%	25%	25%	1/4
Nat Semi	17	1661	25%	25%	25%	1/4

Valeurs		ch.		Valeurs		ch.		Valeurs		ch.																								
option	PB	Ventes	Haut	Bas	Ferm.	Net	option	PB	Ventes	Haut	Bas	Ferm.	Net	option	PB	Ventes	Haut	Bas	Ferm.	Net	option	PB	Ventes	Haut	Bas	Ferm.	Net	option	PB	Ventes	Haut	Bas	Ferm.	Net
W Union	6	191	16%	16	16	-	Whit Cn	5	155	22%	22%	22%	+ 1%	Xerox Cp	10	809	49%	48%	48%	-	Whit Cn	5	155	22%	22%	22%	+ 1%	Xerox Cp	10	809	49%	48%	48%	-
West Elg	9	201	16%	16	16	-	White M	416	9%	8%	8%	-	Zenith R	382	16%	16	16	16%	-	White M	416	9%	8%	8%	-	Zenith R	382	16%	16	16	16%	-		
Weyhr	11	628	24%	23%	24	-	Windsap	24	141	3%	3%	3%	-	Zurn Ind	9	178	16%	15%	15%	-	Windsap	24	141	3%	3%	3%	-	Zurn Ind	9	178	16%	15%	15%	-
Wheel F	11	76	33%	33%	33%	-	Wolweth	7	201	20%	19%	19%	-																					
Wheel Pt	33	11%	11%	11%	11%	-																												
Total sales: 4,680,000.																																		

marché des options-CHICAGO																																					
option	PB	Ventes	Haut	Bas	Ferm.	Net	option	PB	Ventes	Haut	Bas	Ferm.	Net	option	PB	Ventes	Haut	Bas	Ferm.	Net	option	PB	Ventes	Haut	Bas	Ferm.	Net	option	PB	Ventes	Haut	Bas	Ferm.	Net			
A E P	20	a	a	3 1/2	22 1/2		Am Exp	40	a	a	1 1/4	17%	36%		In Har	35	5-16	11-16	1	30		In Har	35	5-16	11-16	1	30		In Har	35	5-16	11-16	1	30			
A E P	25	a	a	1 1/2	21 1/2		Am Tel	55	7 1/4	7 1/4	7 1/4	6 1/4	6 1/4		In Min	35	a	a	6 1/4	a		In Min	35	a	a	6 1/4	a		In Min	35	a	a	6 1/4	a			
Am Hos	20	a	9	9	28 1/4		Am Tel	60	5 1/4	5 1/4	5 1/4	5 1/4	5 1/4		In Min	45	1 1/2	2 1/2	2 1/2	2 1/2		In Min	45	1 1/2	2 1/2	2 1/2	2 1/2		In Min	45	1 1/2	2 1/2	2 1/2	2 1/2			
Am Hos	25	a	4 1/4	4 1/4	28 1/4		Am Tel	65	5 1/4	5 1/4	5 1/4	5 1/4	5 1/4		In Min	45	1 1/2	2 1/2	2 1/2	2 1/2		In Min	45	1 1/2	2 1/2	2 1/2	2 1/2		In Min	45	1 1/2	2 1/2	2 1/2	2 1/2			
A M P	25	5 1/2	a	a	30 1/4		Am Tel	70	5 1/4	5 1/4	5 1/4	5 1/4	5 1/4		In Min	45	1 1/2	2 1/2	2 1/2	2 1/2		In Min	45	1 1/2	2 1/2	2 1/2	2 1/2		In Min	45	1 1/2	2 1/2	2 1/2	2 1/2			
Bally	30	7 1/4	1 1/4	2 1/4	30 1/4		Am Tel	75	5 1/4	5 1/4	5 1/4	5 1/4	5 1/4		In Min	45	1 1/2	2 1/2	2 1/2	2 1/2		In Min	45	1 1/2	2 1/2	2 1/2	2 1/2		In Min	45	1 1/2	2 1/2	2 1/2	2 1/2			
Bally	25	6 1/4	7	7 1/4	26 1/4		Avonp	40	14 1/4	a	a	6	53 1/2		I T T	25	6 1/2	6 1/2	6 1/2	6 1/2		I T T	25	6 1/2	6 1/2	6 1/2	6 1/2		I T T	25	6 1/2	6 1/2	6 1/2	6 1/2			
Batyl	25	1 1/4	2 1/4	2 1/4	26 1/4		Avonp	45	1 1/4	a	a	6	53 1/2		I T T	30	1 1/4	2-5-16	3	30		I T T	30	1 1/4	2-5-16	3	30		I T T	30	1 1/4	2-5-16	3	30			
Baxter	35	5	5 1/2	a	39 1/4		Avonp	45	7-16	1	1	31 1/2	37 1/2		John J	70	5 1/4	a	a	11-16	7	John J	70	5 1/4	a	a	11-16	7	John J	70	5 1/4	a	a	11-16	7		
Blx	40	1	2 1/4	j	39 1/4		Avonp	50	4 1/4	a	a	5 1/4	53 1/2		John J	80	11-16	2 1/4	3 1/4	a		John J	80	11-16	2 1/4	3 1/4	a		John J	80	11-16	2 1/4	3 1/4	a			
Bkx	15	3 1/4	2 1/4	j	3-13-18		Avonp	50	1 1/2	2 1/2	2 1/2	3 1/2	3 1/2		K Mart	25	30	5-16	1 1/2	2 1/4	2 1/4	K Mart	25	30	5-16	1 1/2	2 1/4	2 1/4	K Mart	25	30	5-16	1 1/2	2 1/4	2 1/4		
Boeing	25	23 1/2	21 1/4	23 1/4	46 1/4		Avonp	60	7 1/2	a	a	8 1/4	53 1/2		Kenn C	25	4 1/4	a	a	11-16	4	Kenn C	25	4 1/4	a	a	11-16	4	Kenn C	25	4 1/4	a	a	11-16	4		
Boeing	30	17 1/4	18 1/4	18 1/4	28 1/4		BankAm	20	4 1/4	a	a	5 1/4	53 1/2		Kenn C	30	2 1/4	2 1/4	2 1/4	2 1/4		Kenn C	30	2 1/4	2 1/4	2 1/4	2 1/4		Kenn C	30	2 1/4	2 1/4	2 1/4	2 1/4			
Boeing	35	11 1/4	12 1/4	12 1/4	28 1/4		BankAm	25	1-16	1	1	5 1/4	53 1/2		Kerr M	25	17-16	2 1/4	2 1/4	2 1/4		Kerr M	25	17-16	2 1/4	2 1/4	2 1/4		Kerr M	25	17-16	2 1/4	2 1/4	2 1/4			
Boeing	40	b	8 1/4	9 1/4	40 1/4		BankAm	30	a	a	a	9-16	23 1/2		Kerr M	40	7 1/4	a	a	8		Kerr M	40	7 1/4	a	a	8		Kerr M	40	7 1/4	a	a	8			
Boeing	45	b	5 1/4	6 1/4	46 1/4		Beth S	20	3 1/4	3 1/4	3 1/4	4 1/4	22 1/2		Kerr M	45	3 1/4	3 1/4	3 1/4	3 1/4		Kerr M	45	3 1/4	3 1/4	3 1/4	3 1/4		Kerr M	45	3 1/4	3 1/4	3 1/4	3 1/4			
Bols	35	8 1/4	8 1/4	7	28 1/4		Beth S	25	9-16	1 1/4	1 1/4	2 1/4	22 1/2		Kerr M	50	15-16	2 1/2	2 1/2	2 1/2		Kerr M	50	15-16	2 1/2	2 1/2	2 1/2		Kerr M	50	15-16	2 1/2	2 1/2	2 1/2			
Bols C	25	3	3 1/4	a	28 1/4		Bruns	10	5 1/4	5 1/4	a	15 1/4	a		Kerr M	60	a	a	11-16	a		Kerr M	60	a	a	11-16	a		Kerr M	60	a	a	11-16	a			
Bols C	30	a	1	1 1/4	28 1/4		Bruns	15	11-16	1 1/4	1 1/4	11-16	15 1/4		Loews	30	13 1/4	13 1/4	b	b		Loews	30	13 1/4	13 1/4	b	b		Loews	30	13 1/4	13 1/4	b	b			
C B S	30	7 1/4	a	a	52 1/4		Bruns	20	1 1/4	1 1/4	1 1/4	11-16	15 1/4		Loews	35	8 1/4	8 1/4	b	b		Loews	35	8 1/4	8 1/4	b	b		Loews	35	8 1/4	8 1/4	b	b			
C B S	35	a	a	a	52 1/4		Burl N	10	1 1/4	1 1/4	1 1/4	11-16	15 1/4		Loews	40	1 1/4	1 1/4	b	b		Loews	40	1 1/4	1 1/4	b	b		Loews	40	1 1/4	1 1/4	b	b			
C B S	40	17-16	a	1 1/2	52 1/4		Burl N	20	40	1 1/4	2 1/4	3 1/4	37 1/2		Mc Don	40	10 1/4	b	b	b		Mc Don	40	10 1/4	b	b	b		Mc Don	40	10 1/4	b	b	b			
Coke	35	6 1/4	6 1/4	a	41 1/4		Burl N	30	a	a	a	13-16	b	37 1/2		Mc Don	45	5	a	a	6 1/4	4 1/4	Mc Don	45	5	a	a	6 1/4	4 1/4	Mc Don	45	5	a	a	6 1/4	4 1/4	
Coke	40	6 1/4	6 1/4	a	41 1/4		Burrgh	30	1 1/4	1 1/4	1 1/4	11-16	15 1/4		Mc Don	50	5	a	a	6 1/4	4 1/4		Mc Don	50	5	a	a	6 1/4	4 1/4	Mc Don	50	5	a	a	6 1/4	4 1/4	
Coke	45	11-16	12-16	1 1/4	2 1/4		Burrgh	40	1 1/4	2 1/4	2 1/4	3 1/4	37 1/2		Mc Don	55	5	a	a	6 1/4	4 1/4		Mc Don	55	5	a	a	6 1/4	4 1/4	Mc Don	55	5	a	a	6 1/4	4 1/4	
C Data	20	9-16	11-16	2 1/4	20 1/4		Burrgh	50	3 1/4	3 1/4	3 1/4	1 1/2	2 1/4		Merck	50	5 1/4	a	a	6 1/4	4 1/4		Merck	50	5 1/4	a	a	6 1/4	4 1/4	Merck	50	5 1/4	a	a	6 1/4	4 1/4	
C Data	25	a	5 1/4	6 1/4	20 1/4		Cliffco	30	1 1/4	1 1/4	1 1/4	1 1/2	2 1/4		Merrill	30	1 1/2	2 1/2	2 1/2	2 1/2		Merrill	30	1 1/2	2 1/2	2 1/2	2 1/2		Merrill	30	1 1/2	2 1/2	2 1/2	2 1/2			
C Data	30	11-16	11-16	2 1/4	20 1/4		Cliffco	40	1 1/4	1 1/4	1 1/4	1 1/2	2 1/4		Merrill	40	1 1/2	2 1/2	2 1/2	2 1/2		Merrill	40	1 1/2	2 1/2	2 1/2	2 1/2		Merrill	40	1 1/2	2 1/2	2 1/2	2 1/2			
C Data	35	11-16	11-16	2 1/4	20 1/4		Delta	30	15 1/2	b	b	45 1/2	a		M M M	40	11-16	2 1/4	2 1/4	2 1/4		M M M	40	11-16	2 1/4	2 1/4	2 1/4		M M M	40	11-16	2 1/4	2 1/4	2 1/4			
C Data	40	15 1/4	15 1/4	14 1/4	54 1/4		Delta	40	2 1/4	2 1/4	2 1/4	45 1/2	a		M M M	50	11-16	2 1/4	2 1/4	2 1/4		M M M	50	11-16	2 1/4	2 1/4	2 1/4		M M M	50	11-16	2 1/4	2 1/4	2 1/4			
C Data	45	15 1/4	15 1/4	14 1/4	54 1/4		Delta	50	2 1/4	2 1/4	2 1/4	45 1/2	a		M M M	60	11-16	2 1/4	2 1/4	2 1/4		M M M	60	11-16	2 1/4	2 1/4	2 1/4		M M M	60	11-16	2 1/4	2 1/4	2 1/4			
C Data	50	15 1/4	15 1/4	14 1/4	54 1/4		Dig Ed	40	6 1/4	6 1/4	6 1/4	8 1/4	46		M M M	70	11-16	2 1/4	2 1/4	2 1/4		M M M	70	11-16	2 1/4	2 1/4	2 1/4		M M M	70	11-16	2 1/4	2 1/4	2 1/4			
C Data	55	15 1/4	15 1/4	14 1/4	54 1/4		Dig Ed	50	15-16	2 1/4	2 1/4	46		M M M	80	11-16	2 1/4	2 1/4	2 1/4		M M M	80	11-16	2 1/4	2 1/4	2 1/4		M M M	80	11-16	2 1/4	2 1/4	2 1/4				
C Data	60	15-16	b	b	54 1/4		Dig Ed	60	15-16	2 1/4	2 1/4	46		M M M	90	11-16	2 1/4	2 1/4	2 1/4		M M M	90	11-16	2 1/4	2 1/4	2 1/4		M M M	90	11-16	2 1/4	2 1/4	2 1/4				
C Data	65	15-16	b	b	54 1/4		Disney O	34 1/2	4	b	b	37 1/2	a		M M M	100	11-16	2 1/4	2 1/4	2 1/4		M M M	100	11-16	2 1/4	2 1/4	2 1/4		M M M	100	11-16	2 1/4	2 1/4	2 1/4			
C Data	70	15-16	b	b	54 1/4		Disney O	39 1/2	4	b	b																										

dépêches

LIMOGEAGE d'une soixantaine de fonctionnaires, rappel de la plupart des ambassadeurs, remplacement des gouverneurs des provinces par des militaires, nationalisation des biens des membres de la dynastie des Mohammedzai, telles sont les premières décisions prises par le nouveau régime Taraki en Afghanistan. La Chine a toutefois annoncé hier qu'elle reconnaissait le nouveau régime, après que l'Agence Chine-Nouvelle eut fait état des intentions de paix, de bon voisinage et de non-alignement exprimées par M. Taraki.

LE PORTUGAL a annoncé un accroissement du déficit de son commerce extérieur pour les trois premiers mois de 1978 en dépit des mesures d'austérité du gouvernement de Mario Soares. Ce dernier reste cependant confiant de voir le Portugal remonter la pente grâce aux prêts (environ 800 millions de dollars) autorisés par Fonds monétaire international. Pour la même période en 1977, le déficit s'était élevé à \$547,5 millions, tandis qu'en 1978 il s'est élevé à \$710 millions.

LA CHINE reformera bientôt les échelles de salaire des travailleurs afin d'encourager la production. La réforme rompt avec les critères politiques et le principe de l'égalitarisme. Les nouveaux critères sont le travail horaire ou à la pièce, les points de travail et les primes en relation avec la qualité et la quantité du travail, le sens d'innovation, la fatigue et les dangers inhérents au travail. Le «Quotidien du Peuple» loue l'importance de la performance dans la relève économique du pays.

À L'ISSUE d'une longue enquête, le cabinet du procureur de Stuttgart a conclu au suicide des anarchistes Andreas Baader, Jan-Carl Raspe et Gudrun Ensslin et a clos le dossier. Tout comme la commission, le cabinet du procureur n'a pu déterminer comment Baader et Raspe ont pu se procurer les pistolets dont ils se sont servis pour mettre fin à leurs jours, le 18 octobre dernier, dans leurs cellules de la prison de Stammheim. Gudrun Ensslin a pour sa part été retrouvée pendue aux barreaux de sa cellule.

POUR LA PREMIÈRE fois depuis le balayage Janata aux élections législatives de l'an dernier, on assiste à une remontée du Parti du congrès de l'ancien premier ministre Indira Gandhi dans l'Uttar Pradesh, important Etat du nord de l'Inde. Son parti a en effet remporté les trois élections partielles qui se déroulaient dimanche dans cet Etat, l'une pour un siège au parlement fédéral et les deux autres pour l'assemblée provinciale.

L'AFFAIRE LETELIER: un juge fédéral a fixé à \$250,000 la caution d'Ignacio Novo Sampol, un Cubain exilé aux Etats-Unis et accusé d'avoir complété contre la vie de l'ancien ambassadeur chilien à Washington, tué en septembre 1976 dans un attentat à la bombe. M. Sampol a été arrêté jeudi dernier et deux autres Cubains sont recherchés par la police américaine. Sampol était l'un des dirigeants anti-castristes de Miami et de New York. Michael Townley a fait des révélations au gouvernement américain.

HENRY KISSINGER s'est prononcé, devant la commission sénatoriale des Affaires étrangères, en faveur du projet de ventes d'avions de chasse américains à Israël, à l'Égypte et à l'Arabie Saoudite. L'ancien secrétaire d'Etat a toutefois souligné que le nombre d'avions vendus à Israël soit substantiellement augmenté. En revanche, le porte-parole de la Maison-Blanche a répété que M. Carter n'avait pas l'intention de modifier sa position initiale. L'Arabie Saoudite, par la voix de son ministre des Pétroles, le cheikh Yamani, a, par ailleurs, affirmé qu'il n'y avait pas de lien direct entre la vente des avions et sa politique pétrolière, mais «que ce serait naïf de croire qu'un rejet n'entraînerait pas de répercussions».

LE ROI KHALED d'Arabie Saoudite est arrivé hier à Bruxelles où il a été accueilli par le roi Baudouin. Le roi Khaled, dont le séjour officiel durera trois jours, est accompagné de quatre ministres. Le ministre de la Défense, le prince sultan Ibn Abdulaziz, visitera en compagnie de son homologue belge la fabrique d'armes National Herstal, la plus importante du pays. La Belgique importe la plupart de son pétrole d'Arabie Saoudite et elle accuse un déficit dans ses échanges commerciaux avec ce pays.

Aldo Moro a été assassiné



L'attentat contre le Dr Diego Fava, employé dans un organisme d'Etat où il était chargé de vérifier les absences pour cause de maladie dans les usines, a été revendiqué par l'organisation clandestine «Prolétaires armés pour le communisme».

d'après AFP, Reuter, UPI
Le corps de M. Aldo Moro a été découvert en début d'après-midi, dans une voiture garée via Caetani, tout près du siège du parti communiste.

Le corps était allongé sur le siège arrière de la voiture, enveloppé de quelques couvertures.

On ignore comment l'ancien président du conseil a été tué. Les Brigades rouges, qui l'avaient enlevé, le 16 mars dernier, avaient annoncé, vendredi, leur intention d'exécuter la sentence de mort à laquelle ils l'avaient condamné. M. Moro, président de la démocratie-chrétienne, était âgé de 61 ans.

C'est un coup de téléphone anonyme, signalant la présence d'une bombe dans une voiture près du siège de PCI, qui a déclenché la ruée de toutes les forces de l'ordre dans le secteur.

Sirènes mugissantes, de nombreuses voitures de police se sont rendues sur les lieux. Des centaines de policiers ont investi la place et une immense foule s'est rassemblée.

La voiture, une Renault rouge, ne contenait pas de bombe mais le

corps de M. Aldo Moro, qui a été identifié par des fonctionnaires de la police.

Les journalistes n'ont pu accéder immédiatement à la rue où le corps de M. Moro a été retrouvé.

Depuis vendredi, les Brigades rouges étaient silencieuses et l'on en était venu à se demander si elles n'avaient pas finalement renoncé à faire de M. Moro un martyr.

Les dirigeants démocrates-chrétiens étaient réunis au siège de leur parti lorsqu'on a annoncé la nouvelle de la mort de leur président que ses ravisseurs voulaient échanger contre 13 extrémistes actuellement détenus. Le gouvernement avait refusé.

Le secrétaire de la démocratie-chrétienne, M. Benigno Zaccagnini, a déclaré: «L'assassinat a été commis. Tout ce que l'on a tenté de faire pour sauver la vie du président Moro a été vain».

Jusqu'à la dernière minute, on avait, dans tous les milieux, entretenu l'espoir que M. Moro serait épargné. Le journal communiste l'Unità avait publié, aujourd'hui, qu'un appel téléphonique intercepté par la police, avait

fourni une nouvelle preuve que M. Moro était encore vivant. L'appel, fait prétendument par un membre des Brigades rouges, serait parvenu hier à un proche de la famille Moro.

Quelques heures avant la découverte du corps de M. Moro, le plus grand quotidien italien Corriere della Sera a publié une information selon laquelle les Brigades rouges ont établi deux listes de noms (politiciens, industriels et journalistes) qui seront visés par l'organisation terroriste.

Ces listes des futures victimes auraient été saisies au cours d'une descente de la police dans un des repaires de l'organisation, en banlieue de Rome. La police aurait, à cette occasion, mis également la main sur les armes et déguisements utilisés par le commando qui avait enlevé M. Moro après avoir abattu ses cinq gardes du corps.

Entre temps, pour la deuxième fois en 48 heures, un commando a blessé à Milan un médecin italien, le Dr Diego Fava. Cet attentat a été revendiqué, hier après-midi, par l'organisation clandestine «Prolétaires armés pour le communisme».

Après sa défaite sur l'impôt, le gouvernement Callaghan apparaît plus que jamais en sursis

LONDRES (AFP) — Le gouvernement travailliste a subi hier soir aux Communes une très grave défaite sur son projet de budget, mais, à s'en tenir aux affirmations répétées des membres du cabinet, il est improbable, notent les observateurs, que cette défaite conduise à des élections générales.

Pourtant, en adoptant par 312 voix contre 304 un amendement conservateur qui ramène de 34 à 33 pour cent le taux de base de l'impôt sur le revenu, la Chambre, symboliquement, a refusé au premier ministre James Callaghan et à ses ministres les moyens de leur politique: les recettes de l'Etat vont être amputées de quelque 370 millions de livres.

Le chancelier de l'Echiquier, M. Denis Healey, a annoncé que le gouvernement accepterait la décision de la Chambre. Il a fait savoir que le manque à gagner se-

rait compensé d'une façon ou d'une autre, en tout cas par un accroissement des charges des entreprises, sous une forme encore inconnue.

Mais, malgré les menaces proférées il y a une quinzaine de jours par M. Healey lui-même, il n'y aura sans doute pas d'élections. Le premier ministre s'était pour sa part bien gardé de prendre une position tranchée et s'était refusé, comme il en aurait eu la possibilité, à poser la question de confiance.

Conséquences mineures

Pour les observateurs, il est clair que M. Callaghan a considéré que le désaveu que la Chambre lui a infligé n'était pas une raison suffisante pour l'amener à remettre son pouvoir en jeu. Au demeurant, la perte de recettes décidée par la Chambre des communes ne présente pas de conséquences économiques graves:

Sur le plan intérieur, elle se traduira par une augmentation du pouvoir d'achat de l'anglais moyen insuffisante pour conduire à une relance de l'inflation. A l'extérieur, dans la mesure où elle sera compensée par un alourdissement des charges des entreprises et non par une progression du déficit budgétaire, elle devrait être sans grande influence sur la tenue de la livre sterling.

Politiquement, d'autre part, M. Callaghan paraît devoir rester fidèle à sa tactique favorite: face à une crise, se contenter de durer en attendant des jours meilleurs. De fait, le climat électoral est en nette amélioration pour le Parti travailliste. Au fil des sondages et des élections partielles, l'avance des conservateurs s'amenuise. Parallèlement, le taux d'inflation continue de diminuer et la tendance devrait se maintenir jusqu'à l'automne. Le moment serait donc mal choisi pour des élections générales qui amèneraient sans doute une courte victoire des conservateurs.

Gouvernement en sursis

Les observateurs s'entendent à reconnaître cependant que le gouvernement travailliste — qui, il est vrai, a survécu déjà à bien des travers — est plus que jamais en sursis. La conjonction des oppositions qui s'est manifestée hier soir peut se reproduire n'importe quand.

En outre, le pacte Lib-Lab, qui donnait au premier ministre l'appui des voix libérales, ne sera pas prolongé au-delà du mois de juillet. Après cette date, il n'y aura plus de majorité assurée. Dans de telles conditions, on prête l'intention au premier ministre, à Westminster, de rester au pouvoir suffisamment longtemps pour être sûr de participer, au début de l'été, au Conseil européen de Brème et au sommet économique de Bonn.

M. Callaghan, souligne-t-on, tient à pouvoir y défendre son plan en cinq points de lutte contre

la crise économique mondiale, auquel il est personnellement très attaché. La voie serait libre ensuite pour des élections à l'automne.

Les bookmakers accordent leur meilleure cote au mois d'octobre, et les journalistes britanniques spécialisés ont d'ores et déjà décidé que le 19 ou le 26 octobre étaient les dates les plus profitables.

Le contingent français redéployé?

Les casques bleus entre deux feux au Liban

d'après AFP, UPI et Reuter

Les casques bleus français au Sud-Liban vont-ils se retirer du port de Tyr afin d'éviter une répétition des affrontements avec les Palestiniens, comme ceux qui fi-

rent quatre morts et quatre blessés la semaine dernière dans les rangs français?

Ou bien le contingent français de 1,274 parachutistes va-t-il tout simplement être redéployé pour faire suite à un nouveau retrait des forces d'occupation israéliennes,

selon les prévisions de la résolution 425 de l'ONU créant la Force intérimaire des Nations unies au Liban (FINUL)?

La question s'est posée, avec satisfaction dans le camp palestinien et avec inquiétude dans le camp israélien, à la suite d'une

déclaration faite dimanche par le ministre français des Affaires étrangères, M. Louis de Guiringaud, selon laquelle les parachutistes français allaient quitter Tyr.

Parmi les quatre soldats français blessés la semaine dernière figure le colonel Jean-Germain Salvan, chef du détachement français de la FINUL, qui est composée de 4,046 hommes venant de huit pays.

Le lieutenant-colonel Dominique Viard, successeur du colonel Salvan, a déclaré hier n'avoir reçu aucun ordre en vue de redéployer ses hommes, alors qu'à Paris, le ministre Louis de Guiringaud, modifiant sa déclaration de la veille, affirmait qu'il n'avait pas été «informé de l'intention des Nations unies de retirer les casques bleus de Tyr».

«Ce qui est envisagé, a précisé hier le ministre, c'est un redéploiement faisant suite à un nouveau retrait israélien».

De source militaire israélienne à Tel-Aviv, on apprendait toutefois que tout retrait de la FINUL pour éviter des heurts avec les fedayin amènerait Israël à retarder le départ de ses propres troupes du Sud-Liban.

Pour Israël, selon les commentaires publiés hier dans la presse israélienne, la raison d'être de la FINUL est d'empêcher toute infiltration palestinienne vers le Sud-Liban.

La délégation chinoise conduite par le vice-premier ministre a également visité le complexe sidérurgique de Fos, dans le sud de la France, et une usine d'hélicoptères.

Carter en quête d'un accord contre une guerre spatiale

WASHINGTON (AFP) — La présence à la tête de la délégation américaine aux négociations pour l'interdiction des satellites anti-satellites de M. Paul Warnke, directeur de l'Agence pour le Désarmement, souligne l'intérêt que le président Carter attache à la conclusion d'un accord sur l'interdiction d'une guerre de l'espace, soulignent les observateurs à Washington. Le département d'Etat américain a annoncé hier la reprise de ces négociations à partir du 8 juin à Helsinki.

Les Soviétiques ont déjà mis au point des armes anti-satellites, baptisées dans la phraseologie militaire ASAT, et ont dans ce domaine une nette avance sur les Américains, dont les projets en sont encore au stade des bureaux d'études. C'est d'ailleurs

la raison pour laquelle les services du Pentagone s'étaient montrés initialement hostiles à des négociations avec les Soviétiques, tant que les Etats-Unis n'auraient pas comblé le retard pris sur l'URSS dans la mise au point de satellites anti-satellites.

Le président Carter a cependant décidé de passer outre aux objections du Pentagone tant pour des raisons de principes — le chef de l'Exécutif entend accomplir des progrès significatifs sur les problèmes de désarmement — que de pratique. L'avance des Soviétiques est en effet telle qu'ils pourraient développer avant les Etats-Unis une seconde génération de tuteurs de satellites très perfectionnés, faisant peser une énorme menace sur le trafic spatial et notam-

ment sur les satellites de surveillance militaire, indispensables pour prévenir toute alerte atomique.

Un refus de tout accord dans le domaine pousserait les deux superpuissances dans une nouvelle course aux armements et contribuerait à grever lourdement les dépenses consacrées à l'espace pour la mise au point de parades: blindages, brouillages, satellites anti-tuteurs etc...

Les négociations d'Helsinki, indique-t-on de source proche du gouvernement, viseront à la conclusion d'un double traité. Les Etats-Unis souhaitent en effet l'interdiction d'une part du recours aux satellites anti-satellites et d'autre part du développement de nouveaux systèmes d'armes spatiales.

Les Chinois font leur marché en Europe

PARIS (Reuter) — Plusieurs délégations chinoises parcourent l'Europe dans le but d'acquiescer des complexes industriels et des armes modernes. Les transactions, dit-on de source française, pourraient atteindre plusieurs milliards de dollars.

Une mission, dirigée par M. Ku Mu, vice-premier ministre, séjourne actuellement en France

d'où elle doit se rendre en Suisse, au Danemark et en Allemagne fédérale. Une autre mission, militaire celle-là, l'avait précédée en France pour s'y faire présenter avions, hélicoptères et missiles. Une autre délégation se trouve en ce moment en Grande-Bretagne.

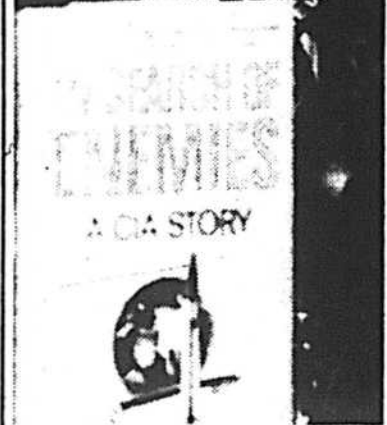
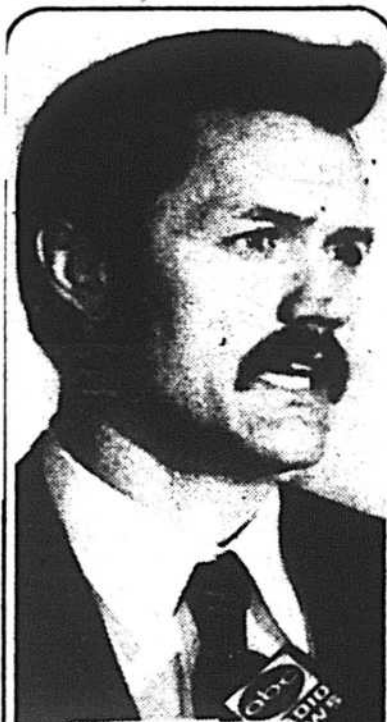
Les Chinois se tournent vers l'Ouest pour une assistance technologique et ils sont prêts à signer

des contrats industriels importants mais ils veulent aussi acheter des avions et des armes, ajoute-t-on de même source.

Les Chinois portent un intérêt particulier à l'industrie nucléaire. Lundi, M. Ku Mu a visité une centrale nucléaire de la vallée du Rhône et, aujourd'hui, il se rendra à l'usine fabriquant les réacteurs nucléaires. L'industrie nucléaire est au premier plan des préoccu-

pations du gouvernement de Pékin qui, en même temps, met en valeur ses ressources pétrolières et charbonnières et ses réserves de gaz naturel, explique-t-on de même source.

La délégation chinoise conduite par le vice-premier ministre a également visité le complexe sidérurgique de Fos, dans le sud de la France, et une usine d'hélicoptères.



La CIA fut impliquée en Angola

John Stockwell, un ex-agent de la CIA, présente ici son livre «In Search of Enemies» dans lequel il lance toute une série d'accusations contre l'agence, affirmant notamment qu'elle avait caché au Congrès américain l'importance du rôle de la CIA dans le conflit angolais. Stockwell était lui-même responsable des opérations de la CIA dirigées vers l'Angola.

Selon l'auteur qui décrit ses 12 années passées à l'agence comme une amère aventure explique que les Etats-Unis ont soutenu deux factions angolaises qui ont été défaits et ont ainsi justifié l'intervention de troupes cubaines. «Il s'agissait d'une guerre secrète» menée avec le concours de l'Afrique du Sud au profit de l'UNITA et du FNLA, écrit Stockwell.

L'ouvrage sera disponible cette semaine dans les librairies et le Secrétariat d'Etat n'a fait aucun commentaire sur ce livre qui a été publié sans la permission de la CIA.



téléphoto UPI

Costa Rica a un nouveau président

M. Rodrigo Carazo (à droite) reçoit ici l'accolade de l'ex-président Daniel Oduber alors qu'il vient d'être investi dans ses fonctions de nouveau président de la république de Costa Rica. Des délégués de 65 pays dont Mme Rosalyn Carter assistaient à la cérémonie. M. Carazo qui exercera son mandat jusqu'en mai 1982 a insisté sur la promotion des principes de justice sociale et de rénovation morale. Il a créé un ministère de la Justice et un Conseil économique national. Faisant allusion à l'affaire Vesco, M. Carazo a affirmé que Costa Rica ne serait plus un refuge pour délinquants internationaux.

La SWAPO se retire des entretiens sur la Namibie, mais sans claquer la porte

d'après AP, AFP, CP et Reuter

Les entretiens prévus hier à l'ONU entre les cinq pays occidentaux auteurs d'un plan pour l'indépendance de la Namibie (Sud-ouest africain) et la SWAPO, organisation qui combat pour cette indépendance depuis plusieurs années, ont été ajournés sine die après que la SWAPO eut rappelé sa délégation en émettant de sérieux doutes quant à la bonne foi de l'Afrique du Sud, qui occupe illégalement le territoire.

Un communiqué publié par la mission permanente d'observation de la SWAPO à l'ONU fait notamment état d'une concordance entre le récent raid sud-africain contre une base de la SWAPO située à 240 kilomètres à l'intérieur de l'Angola, les actes de répression politique et militaire des autorités d'occupation sud-africaine à l'égard des membres de la SWAPO en Namibie et le chantage diplomatique ainsi que les pressions des amis de l'Afrique du Sud.

Dans une lettre adressée avant son départ de New York aux représentants des cinq pays occidentaux (Etats-Unis, Grande-Bretagne, France, RFA et Canada), Sam Nujoma, président de la SWAPO, tout en émettant des doutes sérieux quant aux perspectives de succès des entretiens, exprime néanmoins le désir constant de la SWAPO pour un règlement négocié acceptable.

C'est ce désir persistant qu'ont retenu les Cinq, qui, dans un communiqué, s'engagent à poursuivre leurs efforts pour que la

question namibienne trouve son règlement à la table des négociations.

A Ottawa, le ministre des Affaires extérieures Don Jamieson a déclaré pour sa part, aux Communes, que le Canada continue de faire de son mieux pour amener la SWAPO à accepter le plan des Cinq pour l'indépendance de la Namibie. Ce plan, approuvé par Pretoria mais rejeté par la SWAPO, prévoit l'accession de la Namibie à l'indépendance après des élections libres sous contrôle de l'ONU.

Le ministre Jamieson a par ailleurs indiqué que l'ambassade de l'Afrique du Sud à Ottawa avait remis à son ministère une note demandant que le Canada exerce des pressions sur la SWAPO pour qu'elle cesse «ses actes de violence» en Namibie. M. Jamieson a ajouté que le Canada a répondu à cette note en réaffirmant sa «profonde préoccupation», comme il l'avait fait après le raid sud-africain en Angola.

Le communiqué de la SWAPO publié à New York précise pour sa part que ce raid avait fait 600

morts et 300 blessés, et que le camp bombardé par l'aviation sud-africaine était un camp de réfugiés civils. «On devrait assister maintenant logiquement à l'intensification de la lutte», a déclaré Théo Ben Guirab, l'observateur de la SWAPO à l'ONU.

Le communiqué conclut en invitant «ceux qui ont pris sur eux d'essayer de convaincre le monde que l'Afrique du Sud est disposée à un règlement négocié» à «expliquer avec la même conviction les actes de brutalité du régime Vorster».

Documents compromettants pour le futur président du Brésil?

RIO DE JANEIRO (AFP) — Les services de renseignements brésiliens ont ouvert une enquête pour déterminer l'origine des documents circulant au Congrès et compromettant le général Joao Baptista Figueiredo, futur président du Brésil, dans une tentative d'assassinat d'opposants au régime.

Dans ces documents codés, le général Figueiredo ordonnait à l'ambassadeur du Brésil au Portugal, M. Carlos Alberto Fontoura, de faire exécuter l'ex-amiral Candido Aragao et l'avocat Carlos Sa. Tout en insistant sur la nécessité de faire passer ces attentats pour des accidents, le chef du SNI

(Service national d'informations) précisait que la DINA (Services de renseignements chiliens) se chargeait de créer un écran de fumée en se livrant simultanément à une action à Paris ou à Rome.

Ce n'est pas la première fois que de pareils documents circulent au Congrès, ni que le général Figueiredo est accusé de collusion avec les services de renseignements chiliens. Il y a quelques mois, certains parlementaires avaient été saisis du fait-similé d'une lettre adressée au chef du SNI par M. Enrique Montero Marx, sous-secrétaire au ministre

de l'Intérieur, lui proposant d'unifier leur action dans la péninsule ibérique.

Le SNI se chargerait du Portugal et la DINA de l'Espagne, en attendant d'étendre leur collaboration à des pays comme la France, l'Italie et la Suède, où les activités subversives de groupes importants commencent à préoccuper notre gouvernement.

Officiellement, on affirme qu'il s'agit de documents forgés de toutes pièces pour jeter le discrédit sur le candidat choisi par le président Geisel pour lui succéder. Dans les milieux politiques, on ne croit pas plus à l'authenticité de ces documents.

carrières ET PROFESSIONS

N.B.: Tous les postes annoncés sont ouverts également aux femmes et aux hommes.

ADT Systèmes Sécuritaires CONSULTANT en systèmes et ventes requis immédiatement

Le (la) candidat(e) devra avoir un degré d'ingénieur et de l'expérience dans la vente.

Le (la) postulant(e) doit être bilingue et travaillera avec des firmes d'ingénieurs-consultants en sécurité: alarme pour le feu, accès par cartes, télévision en circuit fermé et participera aux projets majeurs de la compagnie.

Nous offrons un salaire compétitif, avantages sociaux et conditions de travail excellentes.

Toute application devra être adressée à:

M.D. O'Neil
directeur de région-ventes
125, rue Gagnon, Ville St-Laurent
Qué. H4N 1T1, tél.: 337-0550

FIRME DE COMPTABLES AGREES

Notre firme requiert pour nos bureaux de Montréal des vérificateurs seniors pour participer et diriger une grande variété de vérifications.

De plus, les personnes choisies seront appelées à participer à plusieurs travaux de consultations et d'investigations, elles seront également assurées d'un avenir prometteur.

Nous sommes plus particulièrement intéressés à des C.A. récemment gradués et à des étudiants à leur dernière année.

Les applications demeurant confidentielles et doivent être faites à:

MacGillivray & Cie
LLOYD, COUREY, WHALEN & BRUNEAU
1155 ouest, boul. Dorchester, suite 3610
Montréal, Québec H3B 3T9
Att.: Marc Y. Bruneau.

DIRECTEUR DES PROJETS

Nous recherchons une personne sérieuse et expérimentée dans la direction, pour collaborer à la construction d'une nouvelle installation manufacturière de plusieurs millions de dollars dans le sud ontarien. Dès le début de la production, elle assumera le poste de directeur de l'exploitation.

La personne retenue sera celle possédant de dix à 20 ans d'expérience dans le traitement des métaux, une connaissance approfondie des opérations de fonderie et de l'industrie des pièces moulées en matrice. Il est essentiel que les candidats possèdent un diplôme en génie, préférentiellement en génie mécanique ou génie électrique. Doivent également posséder de bonnes notions de la langue anglaise.

Il s'agit d'une occasion de carrière auprès de l'une des plus importantes compagnies industrielles parmi les 200 firmes au Canada. Eventail complet d'avantages sociaux. Le salaire sera établi en fonction des compétences et de l'expérience.

Veuillez écrire, à titre confidentiel, à:
LA PRESSE Ref.: 18,507
C.P. 6041, Succ. «A»
Montréal, H2Y 1K9



HÔPITAL SAINTE-JUSTINE COMMIS SENIOR CHEF D'ÉQUIPE

NATURE DU TRAVAIL:

Sous l'autorité du chef comptable:

- Vérifier et liquider les factures des fournisseurs à l'intérieur des échéances fixées.
- Établir les procédures nécessaires en vue d'assurer un contrôle adéquat.
- Voir à la coordination des activités de 3 employés.

EXIGENCES:

- 2 années d'expérience dans un travail similaire en milieu hospitalier de préférence.
- Apté à diriger du personnel.
- Habileté à travailler sous pression et à déceler les erreurs.
- Entregent, facilité de communication, initiative et bon jugement.
- Bilingue.

SCOLARITÉ:

D.E.C. en administration ou l'équivalent.

SALAIRE:

Selon les normes du M.A.S.

Faire parvenir votre curriculum vitae avant le 15 mai 1978.

Directeur du Personnel
Hôpital Sainte-Justine
3175, Chemin Côte Ste-Catherine
Montréal, Qué. H3T 1C5

SP CARTONNIERS STANDARD LTÉE STANDARD PAPER BOX LTD.

Une jeune entreprise québécoise se spécialisant dans la fabrication de boîtes de carton désire s'adjoindre vos services pour le poste suivant:

PRÉPOSÉ AU SERVICE DES VENTES

FONCTIONS:

- Assure une liaison entre clients et vendeurs itinérants.
- Contacts avec les clients par téléphone.
- Responsable pour une partie du travail du représentant.

EXIGENCES:

- Secondaire V.
 - Bilingue (français et anglais).
 - Très belle personnalité.
 - Dynamisme, entregent, maturité.
 - Tact et diplomatie.
- Cette fonction peut amener la personne à devenir représentant.

Le salaire sera fonction des qualifications et de l'expérience.

Les personnes intéressées doivent faire parvenir leur curriculum vitae ou communiquer avec nous avant le 17 mai 1978 à:

CARTONNIERS STANDARD LTÉE
à Service du personnel
2755, rue Viau, Montréal H1V 3J4
254-3554

GROUPE PRENOR SOUSCRIPTEURS ASSURANCE COMMERCIALE

Dans le cadre d'une évolution rapide de ses affaires commerciales, Les Prévoyants du Canada - Assurance Générale sollicite la candidature de personnes ressources au poste de souscripteur dans les risques commerciaux.

Au candidat comptant un minimum de 4 années d'expérience dans le domaine et désireux de se joindre à une équipe des plus dynamiques, nous offrons une gamme complète et attrayante d'avantages sociaux, des chances intéressantes d'avancement ainsi qu'un traitement à la mesure des qualifications et de l'expérience acquise.

Les candidats intéressés sont priés de faire parvenir leur résumé sous pli confidentiel à:

LES PRÉVOYANTS DU CANADA
Assurance Générale
801 est, Sherbrooke,
Montréal H2L 1K8
Att: Service du Personnel

DATSUN

GERANT DE DISTRICT (VENTES)

POSTE: Conseiller et aider les concessionnaires dans différents programmes de ventes, commercialisation et objectifs de ventes et de profits. Recruter des concessionnaires éventuels pour les territoires vacants.

CANDIDAT: Doit être bilingue avec connaissance de la gestion d'un concessionnaire automobile et de préférence avec expérience au niveau d'un manufacturier. Consentant à voyager.

SALAIRE: Selon l'expérience et les aptitudes. Voiture fournie; avantages sociaux au-dessus de la moyenne.

Les personnes qualifiées sont priées de poser leur candidature par écrit seulement à:

Automobiles Nissan du Canada Ltée
à Yves Boyer
Directeur régional des ventes
8710 — Pascal Gagnon
Montréal, P.Q. H1P 1Z2

COLLÈGE D'ENSEIGNEMENT GÉNÉRAL ET PROFESSIONNEL DE LIMOULOU

Réouverture du concours No 7711-248-P
Poste No P-205-1

ANALYSTE (en informatique)

(poste provisoire jusqu'au 30 juin 1979)

Bureau de l'informatique
SUPÉRIEUR IMMÉDIAT: Monsieur André Houde
Date d'entrée en fonction:
Le plus tôt possible

Nature du travail:

Les emplois d'analyste sont des emplois de professionnel qui comportent plus spécifiquement l'analyse et le développement de systèmes, méthodes et procédés ayant trait entre autres à l'organisation et au fonctionnement administratif, aux structures de communication, au traitement de l'information par ordinateur ou autrement, à l'utilisation rationnelle des ressources.

Quelques attributions caractéristiques:

L'analyste de l'informatique recueille, met en ordre, évalue, analyse et synthétise les données d'un problème; il propose une solution et détermine un plan de traitement par ordinateur compte tenu des besoins et des objectifs exprimés, des contraintes budgétaires ou structurelles et de l'équipement disponible.

Dans certains cas, il peut effectuer la programmation des systèmes, en vérifier les résultats et préparer la documentation appropriée, seul ou accompagné de programmeurs. La personne affectée à cet emploi devra plus spécifiquement faire l'analyse organique et diriger la programmation d'un système de banque de données pour les services du personnel et des finances. Elle devra elle-même participer à la programmation.

Qualifications requises:

- Diplôme universitaire terminal de premier cycle en informatique et
- Minimum deux (2) années d'expérience directement pertinente à l'analyse et/ou la programmation. Le candidat devra avoir participé à l'élaboration d'un système de banque de données. La connaissance du langage COBOL est essentielle et la connaissance du langage BASIC est très souhaitable.

Salaire: De \$14,377.00 à \$31,590.00.

Inscription:

Les candidats intéressés devront faire parvenir le plus tôt possible les documents suivants:

1. Un curriculum vitae détaillé, accompagné des pièces justificatives pertinentes.
2. Un texte succinct énonçant les raisons de leur intérêt pour le poste, et décrivant en quoi leurs qualifications les rendent aptes à en assumer les responsabilités.

Le Service du personnel,
Collège de Limoilou,
1300, 8e Avenue,
Québec G1K 7H3

REPRÉSENTANT TECHNIQUE AUX VENTES

Un poste bilingue est disponible dans notre département des ventes de Montréal et les alentours. Vente et service avec différentes industries — concernant gaz liquéfiés atmosphériques et équipements. Degré en génie mécanique ou électrique est requis et 2 ans d'expérience. Candidats avec expérience seulement seront considérés aussi. Automobile fournie — bénéfices marginaux nombreux.



M. Jean-P. Gagné
UNION CARBIDE DU CANADA LIMITEE
2525, boul. J. B. Deschamps,
Lachine, Qué. H8T 1C6

RENTES 285 7111

IMMEUBLES 100

AVIS DIVERS 400

FINANCE 200

MARKETPLACES 500

LOCATION 300

EMPLOIS 600

EDUCATION 700

SERVICES 800

AUTOMOBILES 900

285 7111

285 7111

285 7111

285 7111

285 7111

285 7111

285 7111

285 7111

285 7111

285 7111

285 7111

285 7111

285 7111

285 7111

285 7111

285 7111

285 7111

285 7111

285 7111

285 7111

285 7111

285 7111

285 7111

285 7111

285 7111

285 7111

285 7111

285 7111

285 7111

285 7111

285 7111

285 7111

285 7111

285 7111

285 7111

285 7111

285 7111

285 7111

285 7111

285 7111

285 7111

285 7111

285 7111

285 7111

285 7111

285 7111

285 7111

285 7111

285 7111

285 7111

285 7111

285 7111

285 7111

285 7111

285 7111

285 7111

285 7111

285 7111

285 7111

285 7111

285 7111

285 7111

285 7111

285 7111

285 7111

285 7111

285 7111

285 7111

285 7111

285 7111

285 7111

285 7111

285 7111

285 7111

285 7111

285 7111

285 7111

285 7111

285 7111

285 7111

285 7111

285 7111

285 7111

285 7111

285 7111

285 7111

285 7111

285 7111

285 7111

285 7111

285 7111

285 7111

285 7111

285 7111

102 Propriétés à vendre

7 PROPRIÉTÉS DE 4 LOGEMENTS
Revenu \$21,000. Chauffage électrique, construction 1974, près métro. Se vend avec ou sans meubles. Yvan Sarrazin, 324-4375.

ELECTRIQUE
34 appartements, 1968, 7 x 4 1/2, 26 x 3 1/2, 1 x 1 1/2, revenu \$27,800. Prix \$410,000. Comptant. Très belle valeur pour \$50,000. Gilles Brunel, 276-7789.

AHUNTSIC
5 minutes métro Henri-Bourassa, 1968, moderne, détaché, 35 unités. Revenu \$72,000. Prix \$375,000. Hypothèque \$325,000. Rendement assuré 14%. Norman Laberge, 276-7789.

DES ROSIERS
de l'Indonésie-Nord-Amérique

AHUNTSIC
27 logements, construction 1966, en béton, détaché. Plusieurs excellents locataires. 12,000 pi. car. de plancher. Grand stationnement. Disponible à l'acheteur, si désiré. Rendement 12%. Harry Spavak, 668-2065.

AHUNTSIC
24 appartements, 1969, pas meubles, revenu \$50,500. Prix \$270,000. Comptant. Très belle valeur pour \$50,000. Gilles Brunel, 276-7789.

3 1/2 - 4 1/2
22 logements à 3, 6, 8 x 4 1/2, grands et beaux, 6 garages intérieurs. Revenu en juillet au-delà de \$51,800. Simon Sabourin, 323-4465.

INDUSTRIEL
En béton, détaché. Plusieurs excellents locataires. 12,000 pi. car. de plancher. Grand stationnement. Disponible à l'acheteur, si désiré. Rendement 12%. Harry Spavak, 668-2065.

COTE-DES-NEIGES
Pres Université de Montréal. 4 1/2, chauffage central, fenêtres aluminium. Revenu \$31,500. Comptant \$20,000. Bruno Gobeille, 382-8896.

281-1515
COURTIER EN IMMOBILIER ET PRÊT HYPOTHÉCAIRE

LONGUEUIL, comptant \$10,000, 4 logements, 1968, \$16,000, classe 32. B. Blain, 679-2877, 679-9011.

TRUST GENERAL, COURTIER
LONGUEUIL, 4x4 1/2, près Place Longueuil, construction récente, bricole, cave de 8 pi pour espace de rangement. Revenu \$6,972. P. Ste-Marie, 674-8465 ou 670-9011.

TRUST GENERAL, COURTIER
LONGUEUIL, 4x4 1/2, pièces, construction détachée 1968, terrain 100x200, revenu \$12,400. P. Ste-Marie, 674-8465 ou 670-9011.

TRUST GENERAL, COURTIER
LONGUEUIL, 4x4 1/2, pièces, construction détachée 1968, terrain 100x200, revenu \$12,400. P. Ste-Marie, 674-8465 ou 670-9011.

TRUST GENERAL, COURTIER
LONGUEUIL, 4x4 1/2, pièces, construction détachée 1968, terrain 100x200, revenu \$12,400. P. Ste-Marie, 674-8465 ou 670-9011.

TRUST GENERAL, COURTIER
LONGUEUIL, 4x4 1/2, pièces, construction détachée 1968, terrain 100x200, revenu \$12,400. P. Ste-Marie, 674-8465 ou 670-9011.

TRUST GENERAL, COURTIER
LONGUEUIL, 4x4 1/2, pièces, construction détachée 1968, terrain 100x200, revenu \$12,400. P. Ste-Marie, 674-8465 ou 670-9011.

TRUST GENERAL, COURTIER
LONGUEUIL, 4x4 1/2, pièces, construction détachée 1968, terrain 100x200, revenu \$12,400. P. Ste-Marie, 674-8465 ou 670-9011.

TRUST GENERAL, COURTIER
LONGUEUIL, 4x4 1/2, pièces, construction détachée 1968, terrain 100x200, revenu \$12,400. P. Ste-Marie, 674-8465 ou 670-9011.

TRUST GENERAL, COURTIER
LONGUEUIL, 4x4 1/2, pièces, construction détachée 1968, terrain 100x200, revenu \$12,400. P. Ste-Marie, 674-8465 ou 670-9011.

TRUST GENERAL, COURTIER
LONGUEUIL, 4x4 1/2, pièces, construction détachée 1968, terrain 100x200, revenu \$12,400. P. Ste-Marie, 674-8465 ou 670-9011.

TRUST GENERAL, COURTIER
LONGUEUIL, 4x4 1/2, pièces, construction détachée 1968, terrain 100x200, revenu \$12,400. P. Ste-Marie, 674-8465 ou 670-9011.

TRUST GENERAL, COURTIER
LONGUEUIL, 4x4 1/2, pièces, construction détachée 1968, terrain 100x200, revenu \$12,400. P. Ste-Marie, 674-8465 ou 670-9011.

TRUST GENERAL, COURTIER
LONGUEUIL, 4x4 1/2, pièces, construction détachée 1968, terrain 100x200, revenu \$12,400. P. Ste-Marie, 674-8465 ou 670-9011.

TRUST GENERAL, COURTIER
LONGUEUIL, 4x4 1/2, pièces, construction détachée 1968, terrain 100x200, revenu \$12,400. P. Ste-Marie, 674-8465 ou 670-9011.

TRUST GENERAL, COURTIER
LONGUEUIL, 4x4 1/2, pièces, construction détachée 1968, terrain 100x200, revenu \$12,400. P. Ste-Marie, 674-8465 ou 670-9011.

TRUST GENERAL, COURTIER
LONGUEUIL, 4x4 1/2, pièces, construction détachée 1968, terrain 100x200, revenu \$12,400. P. Ste-Marie, 674-8465 ou 670-9011.

TRUST GENERAL, COURTIER
LONGUEUIL, 4x4 1/2, pièces, construction détachée 1968, terrain 100x200, revenu \$12,400. P. Ste-Marie, 674-8465 ou 670-9011.

TRUST GENERAL, COURTIER
LONGUEUIL, 4x4 1/2, pièces, construction détachée 1968, terrain 100x200, revenu \$12,400. P. Ste-Marie, 674-8465 ou 670-9011.

TRUST GENERAL, COURTIER
LONGUEUIL, 4x4 1/2, pièces, construction détachée 1968, terrain 100x200, revenu \$12,400. P. Ste-Marie, 674-8465 ou 670-9011.

TRUST GENERAL, COURTIER
LONGUEUIL, 4x4 1/2, pièces, construction détachée 1968, terrain 100x200, revenu \$12,400. P. Ste-Marie, 674-8465 ou 670-9011.

TRUST GENERAL, COURTIER
LONGUEUIL, 4x4 1/2, pièces, construction détachée 1968, terrain 100x200, revenu \$12,400. P. Ste-Marie, 674-8465 ou 670-9011.

TRUST GENERAL, COURTIER
LONGUEUIL, 4x4 1/2, pièces, construction détachée 1968, terrain 100x200, revenu \$12,400. P. Ste-Marie, 674-8465 ou 670-9011.

TRUST GENERAL, COURTIER
LONGUEUIL, 4x4 1/2, pièces, construction détachée 1968, terrain 100x200, revenu \$12,400. P. Ste-Marie, 674-8465 ou 670-9011.

TRUST GENERAL, COURTIER
LONGUEUIL, 4x4 1/2, pièces, construction détachée 1968, terrain 100x200, revenu \$12,400. P. Ste-Marie, 674-8465 ou 670-9011.

TRUST GENERAL, COURTIER
LONGUEUIL, 4x4 1/2, pièces, construction détachée 1968, terrain 100x200, revenu \$12,400. P. Ste-Marie, 674-8465 ou 670-9011.

TRUST GENERAL, COURTIER
LONGUEUIL, 4x4 1/2, pièces, construction détachée 1968, terrain 100x200, revenu \$12,400. P. Ste-Marie, 674-8465 ou 670-9011.

TRUST GENERAL, COURTIER
LONGUEUIL, 4x4 1/2, pièces, construction détachée 1968, terrain 100x200, revenu \$12,400. P. Ste-Marie, 674-8465 ou 670-9011.

TRUST GENERAL, COURTIER
LONGUEUIL, 4x4 1/2, pièces, construction détachée 1968, terrain 100x200, revenu \$12,400. P. Ste-Marie, 674-8465 ou 670-9011.

TRUST GENERAL, COURTIER
LONGUEUIL, 4x4 1/2, pièces, construction détachée 1968, terrain 100x200, revenu \$12,400. P. Ste-Marie, 674-8465 ou 670-9011.

TRUST GENERAL, COURTIER
LONGUEUIL, 4x4 1/2, pièces, construction détachée 1968, terrain 100x200, revenu \$12,400. P. Ste-Marie, 674-8465 ou 670-9011.

TRUST GENERAL, COURTIER
LONGUEUIL, 4x4 1/2, pièces, construction détachée 1968, terrain 100x200, revenu \$12,400. P. Ste-Marie, 674-8465 ou 670-9011.

TRUST GENERAL, COURTIER
LONGUEUIL, 4x4 1/2, pièces, construction détachée 1968, terrain 100x200, revenu \$12,400. P. Ste-Marie, 674-8465 ou 670-9011.

TRUST GENERAL, COURTIER
LONGUEUIL, 4x4 1/2, pièces, construction détachée 1968, terrain 100x200, revenu \$12,400. P. Ste-Marie, 674-8465 ou 670-9011.

TRUST GENERAL, COURTIER
LONGUEUIL, 4x4 1/2, pièces, construction détachée 1968, terrain 100x200, revenu \$12,400. P. Ste-Marie, 674-8465 ou 670-9011.

TRUST GENERAL, COURTIER
LONGUEUIL, 4x4 1/2, pièces, construction détachée 1968, terrain 100x200, revenu \$12,400. P. Ste-Marie, 674-8465 ou 670-9011.

TRUST GENERAL, COURTIER
LONGUEUIL, 4x4 1/2, pièces, construction détachée 1968, terrain 100x200, revenu \$12,400. P. Ste-Marie, 674-8465 ou 670-9011.

TRUST GENERAL, COURTIER
LONGUEUIL, 4x4 1/2, pièces, construction détachée 1968, terrain 100x200, revenu \$12,400. P. Ste-Marie, 674-8465 ou 670-9011.

TRUST GENERAL, COURTIER
LONGUEUIL, 4x4 1/2, pièces, construction détachée 1968, terrain 100x200, revenu \$12,400. P. Ste-Marie, 674-8465 ou 670-9011.

TRUST GENERAL, COURTIER
LONGUEUIL, 4x4 1/2, pièces, construction détachée 1968, terrain 100x200, revenu \$12,400. P. Ste-Marie, 674-8465 ou 670-9011.

TRUST GENERAL, COURTIER
LONGUEUIL, 4x4 1/2, pièces, construction détachée 1968, terrain 100x200, revenu \$12,400. P. Ste-Marie, 674-8465 ou 670-9011.

TRUST GENERAL, COURTIER
LONGUEUIL, 4x4 1/2, pièces, construction détachée 1968, terrain 100x200, revenu \$12,400. P. Ste-Marie, 674-8465 ou 670-9011.

TRUST GENERAL, COURTIER
LONGUEUIL, 4x4 1/2, pièces, construction détachée 1968, terrain 100x200, revenu \$12,400. P. Ste-Marie, 674-8465 ou 670-9011.

TRUST GENERAL, COURTIER
LONGUEUIL, 4x4 1/2, pièces, construction détachée 1968, terrain 100x200, revenu \$12,400. P. Ste-Marie, 674-8465 ou 670-9011.

TRUST GENERAL, COURTIER
LONGUEUIL, 4x4 1/2, pièces, construction détachée 1968, terrain 100x200, revenu \$12,400. P. Ste-Marie, 674-8465 ou 670-9011.

TRUST GENERAL, COURTIER
LONGUEUIL, 4x4 1/2, pièces, construction détachée 1968, terrain 100x200, revenu \$12,400. P. Ste-Marie, 674-8465 ou 670-9011.

TRUST GENERAL, COURTIER
LONGUEUIL, 4x4 1/2, pièces, construction détachée 1968, terrain 100x200, revenu \$12,400. P. Ste-Marie, 674-8465 ou 670-9011.

TRUST GENERAL, COURTIER
LONGUEUIL, 4x4 1/2, pièces, construction détachée 1968, terrain 100x200, revenu \$12,400. P. Ste-Marie, 674-8465 ou 670-9011.

TRUST GENERAL, COURTIER
LONGUEUIL, 4x4 1/2, pièces, construction détachée 1968, terrain 100x200, revenu \$12,400. P. Ste-Marie, 674-8465 ou 670-9011.

TRUST GENERAL, COURTIER
LONGUEUIL, 4x4 1/2, pièces, construction détachée 1968, terrain 100x200, revenu \$12,400. P. Ste-Marie, 674-8465 ou 670-9011.

TRUST GENERAL, COURTIER
LONGUEUIL, 4x4 1/2, pièces, construction détachée 1968, terrain 100x200, revenu \$12,400. P. Ste-Marie, 674-8465 ou 670-9011.

TRUST GENERAL, COURTIER
LONGUEUIL, 4x4 1/2, pièces, construction détachée 1968, terrain 100x200, revenu \$12,400. P. Ste-Marie, 674-8465 ou 670-9011.

TRUST GENERAL, COURTIER
LONGUEUIL, 4x4 1/2, pièces, construction détachée 1968, terrain 100x200, revenu \$12,400. P. Ste-Marie, 674-8465 ou 670-9011.

TRUST GENERAL, COURTIER
LONGUEUIL, 4x4 1/2, pièces, construction détachée 1968, terrain 100x200, revenu \$12,400. P. Ste-Marie, 674-8465 ou 670-9011.

TRUST GENERAL, COURTIER
LONGUEUIL, 4x4 1/2, pièces, construction détachée 1968, terrain 100x200, revenu \$12,400. P. Ste-Marie, 674-8465 ou 670-9011.

TRUST GENERAL, COURTIER
LONGUEUIL, 4x4 1/2, pièces, construction détachée 1968, terrain 100x200, revenu \$12,400. P. Ste-Marie, 674-8465 ou 670-9011.

TRUST GENERAL, COURTIER
LONGUEUIL, 4x4 1/2, pièces, construction détachée 1968, terrain 100x200, revenu \$12,400. P. Ste-Marie, 674-8465 ou 670-9011.

TRUST GENERAL, COURTIER
LONGUEUIL, 4x4 1/2, pièces, construction détachée 1968, terrain 100x200, revenu \$12,400. P. Ste-Marie, 674-8465 ou 670-9011.

TRUST GENERAL, COURTIER
LONGUEUIL, 4x4 1/2, pièces, construction détachée 1968, terrain 100x200, revenu \$12,400. P. Ste-Marie, 674-8465 ou 670-9011.

TRUST GENERAL, COURTIER
LONGUEUIL, 4x4 1/2, pièces, construction détachée 1968, terrain 100x200, revenu \$12,400. P. Ste-Marie, 674-8465 ou 670-9011.

TRUST GENERAL, COURTIER
LONGUEUIL, 4x4 1/2, pièces, construction détachée 1968, terrain 100x200, revenu \$12,400. P. Ste-Marie, 674-8465 ou 670-9011.

TRUST GENERAL, COURTIER
LONGUEUIL, 4x4 1/2, pièces, construction détachée 1968, terrain 100x200, revenu \$12,400. P. Ste-Marie, 674-8465 ou 670-9011.

TRUST GENERAL, COURTIER
LONGUEUIL, 4x4 1/2, pièces, construction détachée 1968, terrain 100x200, revenu \$12,400. P. Ste-Marie, 674-8465 ou 670-9011.

TRUST GENERAL, COURTIER
LONGUEUIL, 4x4 1/2, pièces, construction détachée 1968, terrain 100x200, revenu \$12,400. P. Ste-Marie, 674-8465 ou 670-9011.

102 Propriétés à vendre

COMPTANT 86,000
Immeuble 15 x 2 1/2, meubles, très propre, bon secteur. Marcel Monty, 658-8021.

SECTEUR ROSEMONT
Comptant \$15,000. Bâtisse d'10 x 14, 4 appartements (3-3 1/2-4 1/2), revenu plus de \$30,000. Nouvelle 1re hypothèque existante. Marcel Monty, 658-8021.

CENTRE-NORD
Construction 1968, toujours locative, 14 logements (5 1/2-4 1/2-3 1/2) très bien entretenus. Revenu \$31,644. Comptant \$30,000. Michel Millette, 670-3365.

19 APPARTEMENTS
Facile à parc. Immeuble détaché, facile d'administration. Comptant \$25,000. Revenu \$30,000. Prix \$170,000. Hypothèque 10% et 8%. Norman Laberge, 276-7789.

AHUNTSIC
Triplex, converti en bureaux, espace libre pour acheter. Comptant \$20,000. Jean Lamoth, 281-1515.

CHRISTOPHE-COLOMB
1 x 8 1/2, 1 x 7 1/2, 1 x 6 1/2. Chauffage individuel. Possibilité du logement du bas pour acheter. Fleuve. Comptant \$10,000. Gérard Cardinal, 669-8029.

NON CHAUFFES
25 logements, baux annuels, revenu pour 1978: \$20,700. Clair d'hypothèque. Location facile. Près centre ville. François Fluet, 725-5603.

PETIT COMPTANT
10 logements (2 x 3, 8 x 2), tous meubles, très belle entrée, lot de 50' x 90'. Passages et escaliers en terrasse. Demande \$60,000. Hy-telco \$45,000. Balance de \$15,000. Comptant \$20,000. Bruno Gobeille, 382-8896.

COTE-DES-NEIGES
Pres Université de Montréal. 4 1/2, chauffage central, fenêtres aluminium. Revenu \$31,500. Comptant \$20,000. Bruno Gobeille, 382-8896.

281-1515
COURTIER EN IMMOBILIER ET PRÊT HYPOTHÉCAIRE

LONGUEUIL, comptant \$10,000, 4 logements, 1968, \$16,000, classe 32. B. Blain, 679-2877, 679-9011.

TRUST GENERAL, COURTIER
LONGUEUIL, 4x4 1/2, près Place Longueuil, construction récente, bricole, cave de 8 pi pour espace de rangement. Revenu \$6,972. P. Ste-Marie, 674-8465 ou 670-9011.

TRUST GENERAL, COURTIER
LONGUEUIL, 4x4 1/2, pièces, construction détachée 1968, terrain 100x200, revenu \$12,400. P. Ste-Marie, 674-8465 ou 670-9011.

TRUST GENERAL, COURTIER
LONGUEUIL, 4x4 1/2, pièces, construction détachée 1968, terrain 100x200, revenu \$12,400. P. Ste-Marie, 674-8465 ou 670-9011.

TRUST GENERAL, COURTIER
LONGUEUIL, 4x4 1/2, pièces, construction détachée 1968, terrain 100x200, revenu \$12,400. P. Ste-Marie, 674-8465 ou 670-9011.

TRUST GENERAL, COURTIER
LONGUEUIL, 4x4 1/2, pièces, construction détachée 1968, terrain 100x200, revenu \$12,400. P. Ste-Marie, 674-8465 ou 670-9011.

TRUST GENERAL, COURTIER
LONGUEUIL, 4x4 1/2, pièces, construction détachée 1968, terrain 100x200, revenu \$12,400. P. Ste-Marie, 674-8465 ou 670-9011.

TRUST GENERAL, COURTIER
LONGUEUIL, 4x4 1/2, pièces, construction détachée 1968, terrain 100x200, revenu \$12,400. P. Ste-Marie, 674-8465 ou 670-9011.

TRUST GENERAL, COURTIER
LONGUEUIL, 4x4 1/2, pièces, construction détachée 1968, terrain 100x200, revenu \$12,400. P. Ste-Marie, 674-8465 ou 670-9011.

TRUST GENERAL, COURTIER
LONGUEUIL, 4x4 1/2, pièces, construction détachée 1968, terrain 100x200, revenu \$12,400. P. Ste-Marie, 674-8465 ou 670-9011.

TRUST GENERAL, COURTIER
LONGUEUIL, 4x4 1/2, pièces, construction détachée 1968, terrain 100x200, revenu \$12,400. P. Ste-Marie, 674-8465 ou 670-9011.

TRUST GENERAL, COURTIER
LONGUEUIL, 4x4 1/2, pièces, construction détachée 1968, terrain 100x200, revenu \$12,400. P. Ste-Marie, 674-8465 ou 670-9011.

TRUST GENERAL, COURTIER
LONGUEUIL, 4x4 1/2, pièces, construction détachée 1968, terrain 100x200, revenu \$12,400. P. Ste-Marie, 674-8465 ou 670-9011.

TRUST GENERAL, COURTIER
LONGUEUIL, 4x4 1/2, pièces, construction détachée 1968, terrain 100x200, revenu \$12,400. P. Ste-Marie, 674-8465 ou 670-9011.

TRUST GENERAL, COURTIER
LONGUEUIL, 4x4 1/2, pièces, construction détachée 1968, terrain 100x200, revenu \$12,400. P. Ste-Marie, 674-8465 ou 670-9011.

TRUST GENERAL, COURTIER
LONGUEUIL, 4x4 1/2, pièces, construction détachée 1968, terrain 100x200, revenu \$12,400. P. Ste-Marie, 674-8465 ou 670-9011.

TRUST GENERAL, COURTIER
LONGUEUIL, 4x4 1/2, pièces, construction détachée 1968, terrain 100x200, revenu \$12,400. P. Ste-Marie, 674-8465 ou 670-9011.

TRUST GENERAL, COURTIER
LONGUEUIL, 4x4 1/2, pièces, construction détachée 1968, terrain 100x200, revenu \$12,400. P. Ste-Marie, 674-8465 ou 670-9011.

TRUST GENERAL, COURTIER
LONGUEUIL, 4x4 1/2, pièces, construction détachée 1968, terrain 100x200, revenu \$12,400. P. Ste-Marie, 674-8465 ou 670-9011.

TRUST GENERAL, COURTIER
LONGUEUIL, 4x4 1/2, pièces, construction détachée 1968, terrain 100x200, revenu \$12,400. P. Ste-Marie, 674-8465 ou 670-9011.

TRUST GENERAL, COURTIER
LONGUEUIL, 4x4 1/2, pièces, construction détachée 1968, terrain 100x200, revenu \$12,400. P. Ste-Marie, 674-8465 ou 670-9011.

TRUST GENERAL, COURTIER
LONGUEUIL, 4x4 1/2, pièces, construction détachée 1968, terrain 100x200, revenu \$12,400. P. Ste-Marie

11 Logements à louer

PIERREFONDS grand 6^{me} ét., haill.
duplex, \$225 mois, 684-7108.

entre-d'achats, 626-5374.

- PONT-VAU AU TREMBLES**, grand 3½, tapis mur à mur, chauffage électrique, près centre d'achat, 225, 645-3077 après 18h.
- PONT-VAU** 4½, \$150, propre, libre, 667-0067 ou 663-8879.
- PONT-VAU**, haut duplex, 5½, demi sous-sol 5½, 669-4330.
- PONT-VAU**, 3½, entrée large, sècheuse, tapis mur à mur, mode moderne, 669-5064.
- PONT-VAU**: grand 3½, neuf, 2½, entrée large sècheuse, 381-5458.
- PRES JARRY**, 6 pièces, leuement, 195\$, très propre, 663-8878.
- PRES METRO**, Roseval, 7½, garage, chauffage central, 669-3636.
- PRES PARC JARRY** grand 3½, terme, propre, 1104/mois, 279-1986.

REPENTIGNY

Tout nouveau, grandes pièces, \$245, taxe d'égout incluse, chauffage électrique, entrée laveuse-sécheuse, service de conciergerie.

ROSEMONT 3 1/2-4 1/2, chauffage électrique, à partir de \$155 750. 1270-729-2986

ROSEMONT, 3 1/2, bien situé, très propre, mal. \$110, 665-2735.

ROSEMONT, 3 1/2, \$125, 3e, 111 fibre, chauffage électrique, 474-0600

ROSEMONT, 3 1/2 pièces, \$115, p. propre, 2145 app 3 Dandurand, 667-5600

ROSEMONT, 3 1/2 meublés et semi meublés, occupation immédiate. 1er juillet. Soir: 729-4816.

ROSEMONT, 5 pièces, 2e, entre laveuse sècheuse, adulte. 728-2100

SAGARD: 3 pièces, propre, 2e fournaise. 667-8438.

SHERBROOKE Cu villier, 3 pièces fermées, 2e, poêle, réfrigérateur, fournaise, 1er juillet, \$160 255-18

ST-DENIS 6726, 8½ rénovés, chauffage électrique, 1er juillet, à partir de \$315. 430-0898.

[illegible]

ST-MICHEL 3½ moderne, libre
juin, préférence pour couple,
soir 688-8746.

ST-MICHEL, bas duplex, sous
fini, garage double. Jour 282-6
soir 744-1038.

ST-MICHEL, 3½, idéal, très propre, \$110, 665-2735

ST-MICHEL, 4 1/2 fermé, en laveuse-sécheuse, chauffage électrique, 24c Ave, juillet. 323-2711.

ST-MICHEL, 5 1/2, haut du
entrée laveuse, sècheuse, balc
propre, \$220, références, 374-3
ST-MICHEL, 8127, 13e Avenue

STE-CATHERINE et Valois
pièces, 1125; 484-2304; 522-6986

STE-DOROTHÉE, Dominique F.
1146-466 Route du Bord de l'eau
vis-à-vis Montée Gravelle, 315-441-
0101
tapis mur à mur, prix modique
magnifique vue sur rivière, 689-
ou 689-1780.

STE-DOROTHÉE bas duplex,
cave, 627-2746.

STE-ROSE, luxueux 315, bord
l'eau, foyer, tapis, 625, 622-22-
2222

TRETAULTVILLE, 51/2,
chauffé, 2e étage, près cen-
tre d'achats, laveuse sècheuse,
8686.

TRETAULTVILLE, rue Bo-
lton, 51/2, plus salle de la
sous-sol, piscine extérieure et
pavée, 5325. Option si désiré.
4787.

TRETAUville près Hippo-
drome, 51/2, 622-2222

TETREAUVILLE, haut 5 1/2
Sous-sol 5 1/2 \$130, 722-9608.

VERDUN 5½, 3e étage, gaz, adultes, \$98. Informations: 525-
VERDUN, 3 pièces, \$80, p. fournise fournis. 697-7090, 365-
VERDUN, 460-464, 3ème Ave. 4 pièces \$115. 2ème 5 pièces

VIEUX 4 1/2, près d'Iberville
Masson, au 5482-5484 Chapleau
et 3e étage, libre immédiat
\$125 et \$120 par mois, pour vi-

VILLE D'ANJOU, bas duplex, garage, salle de jeu, foyer, terrasse, lave vaisselle, \$400, 353-8198.

VILLE ST-HUBERT 1730 Montmerv, 4 pièces modernes fermées, \$130, 514-446-6666.

VILLE ST-LAURENT 2140
Keller, 4½-3½, équipés, taxes
cluses, stationnement, 1er lu
337-7772.

WATERLOO, Van Horne, 5 p., 1980, avec système de chauffage. A

La construction des chasseurs supersoniques menacée?

OTTAWA (PC) — Les sociétés qui construisent deux des appareils en lice pour le contrat de renouvellement de la flotte de chasse des Forces canadiennes affirment qu'elles seront dans l'impossibilité de produire le nombre d'avions requis par le gouvernement dans les conditions financières actuelles.

Dans une entrevue accordée hier, le vice-président canadien de McDonnell Douglas Corp., M. William Baker, a affirmé que sa compagnie ne pourrait livrer la quantité minimale requise de 130 appareils F-15 Eagle si la taxe de vente et la valeur en déclin du dollar canadien étaient comprises dans le prix de \$2,3 milliards.

De son côté, le vice-président de Grumman Aerospace Corp., de Bethpage, N.Y., a expliqué que cette avionnerie ne saurait construire 130 appareils à ce prix.

Il a suggéré que le gouvernement prenne la décision d'acquiescer deux appareils diffé-

rents, soit le F-14 Tomcat et un autre avion moins cher qui pourrait s'acquiescer des autres tâches militaires.

Les F-14 et les F-15 jouissent d'appuis solides parmi les pilotes canadiens.

Ils sont des chasseurs flexibles et sont considérés comme les meilleurs intercepteurs américains actuellement en service.

Ils sont utilisés par les armées de l'air des États-Unis et plusieurs autres pays.

Le ministre de la Défense, M. Barney Danson, a expliqué que le prix ne serait modifié que pour tenir compte de l'inflation.

Les autres appareils concurrents sont les versions McDonnell Douglas et Northrop du F-18, le F-16 de General Dynamics et le Tornado de Panavia.

M. Danson et l'ambassadeur Robert Falls, chef de l'état-major canadien, ont tous deux exprimé qu'il serait préférable d'acquiescer un seul appareil pour des raisons d'économie au chapitre des opérations et de l'entretien.

Les frais médicaux n'auraient pas connu d'escalade au Canada

TORONTO (PC) — Selon le président de l'Association médicale canadienne, les frais médicaux ne connaissent pas d'escalade au Canada.

Le Dr Robert Goudreau, de l'université Laval, a affirmé que le Canada avait consacré 7,2 pour cent de son produit national brut aux soins de santé en 1971-72, soit la première année de la mise en oeuvre des régimes d'assurance-santé à travers le pays, et cette proportion n'a pas augmenté depuis.

Prenant la parole au cours du 98e congrès annuel de l'Ontario Medical Association, le docteur Goudreau a expliqué que les réalités politiques interdisaient aux gouvernements de faire en sorte que les patients soient placés dans l'obligation de verser directement une partie des honoraires médicaux au moment du traitement, malgré les recommandations en ce sens de la profession médicale.

«Les électeurs ne le permettraient pas, a-t-il dit. Le régime d'assurance-santé universelle à couverture totale est avec nous pour rester.

«Nous nous sommes engagés trop profondément et nous avons trop investi de notre temps et de nos ressources, pour ne pas parler des carrières politiques, pour tout balancer par-dessus bord et instaurer un mode de financement

radicalement différent ou encore revenir à l'ancien système.

Selon lui, peu de dirigeants élus, qu'ils soient persuasifs ou non, ont été placés dans une position où ils auraient pu contrôler la situation. Ceux qui essaient se rendent compte que de tels gestes leur font risquer la défaite aux élections.

«A titre de professionnels, nous n'aimons peut-être pas devoir te-

nir compte de telles considérations politiques, mais elles n'en sont pas moins très réelles.

Le Dr Goudreau a félicité l'association d'avoir permis aux journalistes d'assister aux séances de son comité directeur.

Selon lui, la profession médicale n'a rien à perdre et beaucoup à gagner en donnant aux journalistes la possibilité d'assister aux réunions.



VOTRE AFFAIRE EST DANS LE SAC

AVEC LES PETITES ANNONCES

285-7111

Jim Frise, directeur général, L'Algonquin, St. Andrews-by-the-sea, E0G 2X0 Nouveau-Brunswick, Canada. Oui je me souviens d'été sans foule. J'avais la mer et le soleil à moi tout seul et le temps ne comptait pas. Faites-moi parvenir photos et détails.

Nom _____ Adresse _____ Ville _____ Prov. _____ Code postal _____



Où sont les étés d'antan? A votre portée!

Venez retrouver le calme et la tranquillité de votre jeunesse. Passez vos vacances au bord de la mer, dans notre manoir entièrement rénové, et laissez vos journées s'emplir de soleil et de l'air du large.

Vous pouvez jouer au tennis, au golf, nager dans la mer, en piscine, faire du vélo ou profiter de nombreux divertissements. Vous pouvez danser au salon Sunset, rencontrer des amis au refuge de Dick Turpin. Ou courez les boutiques d'artisans, dans le village qui n'a rien perdu de son charme. Et les souvenirs de cet été auront pour vos enfants la même magie que vos souvenirs d'enfants.

Faites vos réservations au plus tôt pour ces vacances du bon vieux temps. Pendant qu'il reste de la place! Renseignez-vous, les prix sont vraiment raisonnables. A compter de \$22,75 par

personne par jour, deux personnes par chambre (Séjour gratuit pour les enfants de moins de 21 ans partageant la chambre de leurs parents). Ou encore, demandez-nous plus de détails au sujet de la demi-pension, qui comprend le petit déjeuner et le dîner. Postez-nous le bon ci-inclus, téléphonez-nous sans frais à 1-800-268-9420 ou voyez votre agent de voyages.

CP Hôtels L'Algonquin

St. Andrews-by-the-Sea, Nouveau-Brunswick

Bombe N Le Canada est encore indécis

OTTAWA (PC) — Des documents du ministère de la Défense démontrent que des stratèges essaient de convaincre le ministre, M. Barney Danson, que la très discutée bombe à neutrons serait une addition valable à l'arsenal ouest-européen de l'Otan.

M. Danson a déclaré que le Canada n'avait encore pris aucune décision à cet égard.

Les documents ont été soumis au cabinet et au comité parlementaire de la Défense.

La bombe à neutrons est appelée scientifiquement Enhanced Radiation Weapon (ERW).

On l'appelle aussi communément, sinon avec exactitude, la bombe qui tue mais ne détruit pas la propriété, parce que l'on peut limi-

ter son pouvoir explosif beaucoup plus facilement que celui de l'arme nucléaire conventionnelle.

Le président des États-Unis, M. Carter, en retarde la production en disant que les pays de l'Otan n'ont pu s'entendre sur une déclaration d'appui.

Selon les stratèges et analystes canadiens, la possession de cette bombe compenserait la supériorité du Pacte de Varsovie en blindés, renforcerait la dissuasion et réduirait la possibilité d'une guerre européenne.

Les critiques de cette bombe soutiennent pour leur part qu'une riposte nucléaire à une attaque conventionnelle ne ferait qu'accroître la probabilité d'une guerre nucléaire.

Lambert en guerre contre Radio-Canada

OTTAWA (PC) — Le député de Bellechasse aux Communes, M. Adrien Lambert, a demandé hier que les dirigeants de Radio-Canada soient traduits devant un comité parlementaire afin d'expliquer pourquoi cette société n'a pas diffusé en direct le congrès au leadership du Crédit social tenu à Winnipeg en fin de semaine.

Se disant profondément indigné de l'attitude de Radio-Canada, le député créditiste a affirmé que la société de la Couronne avait failli à sa tâche dans la retransmission de ce congrès «d'importance nationale». Dans sa question de privilège, M. Lambert a soutenu que Radio-Canada aurait dû diffuser en direct les discours des deux candidats à la direction du parti ainsi que celui du chef élu, M. Lorne Reznowski, à l'issue du congrès.

Le député a notamment comparé le travail fait à cette occasion à celui effectué lors du congrès du Parti libéral du Québec en avril dernier.

M. Lambert, qui contrairement à ce qui a été annoncé a bel et bien participé à ce congrès, a expliqué que les gens du Québec ont

été très déçus de ne pouvoir suivre l'événement à la télévision. Il a accusé Radio-Canada de préférer des émissions de «cruauté, de violence et les émissions sportives».

Chaleureusement applaudi par des députés libéraux, M. Lambert a rappelé que c'est la Chambre des communes qui vote chaque année les crédits de \$500 millions de ce réseau.

Comble d'ironie, le député a relevé une erreur qui s'est glissée dans le bulletin de nouvelles samedi soir: c'est le sigle du Parti progressiste-conservateur, et non celui du Crédit social, qui est apparu à l'écran quand l'annonceur a lu la nouvelle en provenance de Winnipeg.

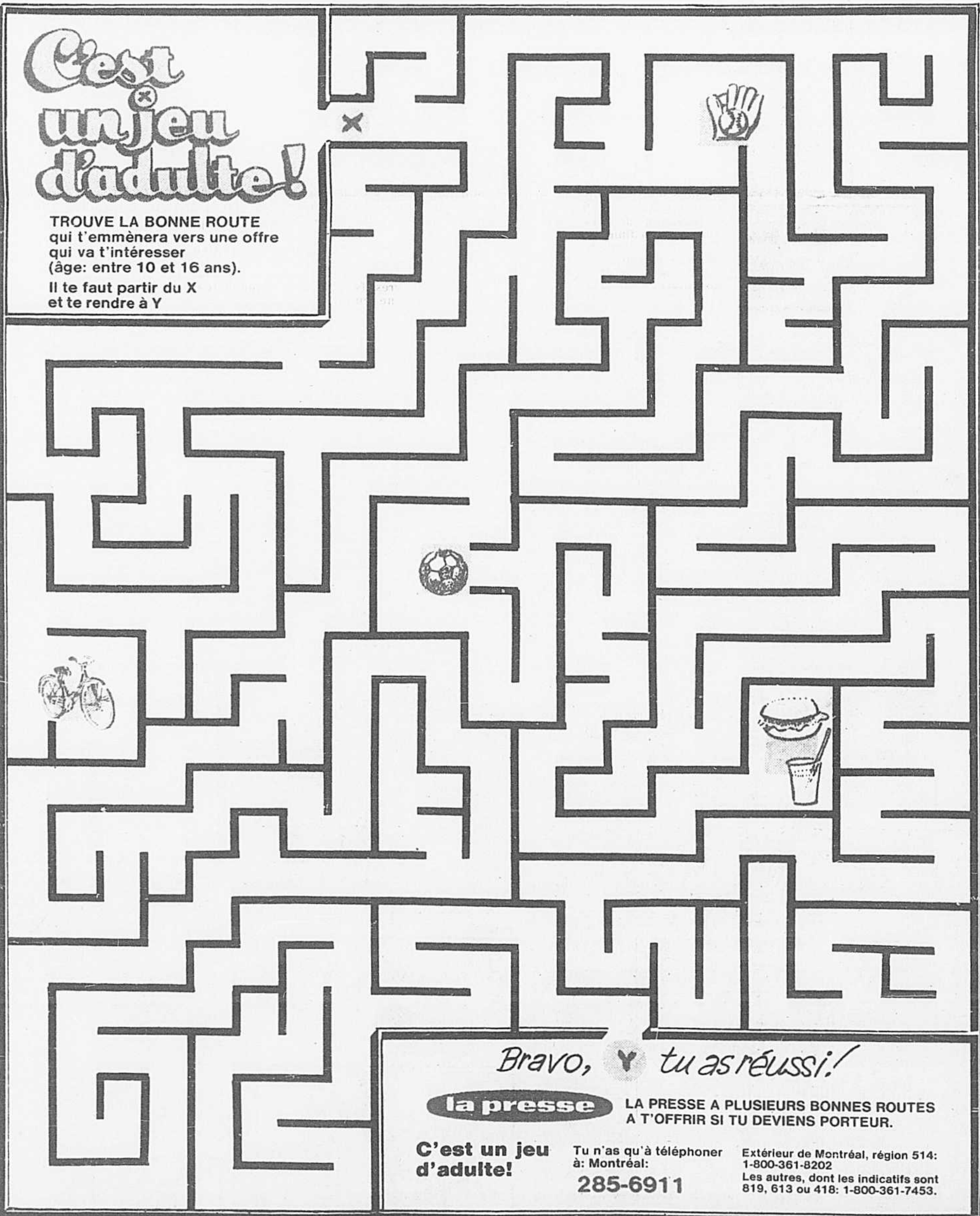
Selon M. Lambert, les auteurs de cette gaffe, si c'en est une, mériteraient d'être congédiés, parce que «ce sont des gens de peu de génie».

En attendant la réponse du secrétaire d'Etat, M. John Roberts, responsable devant la Chambre de Radio-Canada, le président des Communes, M. James Jerome, a pris cette question de privilège en délibéré.

C'est un jeu d'adulte!

TROUVE LA BONNE ROUTE qui t'emmènera vers une offre qui va t'intéresser (âge: entre 10 et 16 ans).

Il te faut partir du X et te rendre à Y



Bravo, tu as réussi!

la presse

C'est un jeu d'adulte!

Tu n'as qu'à téléphoner à: Montréal: **285-6911**

LA PRESSE A PLUSIEURS BONNES ROUTES A T'OFFRIR SI TU DEVIENS PORTEUR.

Extérieur de Montréal, région 514: 1-800-361-8202. Les autres, dont les indicatifs sont 819, 613 ou 418: 1-800-361-7453.